

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER - FACULTÉ DE DROIT

DE LA SUBSTITUTION
DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT
A CELLE
DES INSTITUTEURS PUBLICS

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Roger VIVARÈS

Avocat près la Cour d'Appel de Montpellier



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

—
1927

DE LA SUBSTITUTION DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT
A CELLE DES INSTITUTEURS PUBLICS

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER - FACULTÉ DE DROIT

DE LA SUBSTITUTION
DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT
A CELLE
DES INSTITUTEURS PUBLICS

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Roger VIVARÈS

Avocat près la Cour d'Appel de Montpellier



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

—
1927

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

VALERY, Doyen honoraire, professeur de Droit Commercial.

MOYE, Doyen, professeur de Droit International Public.

MORIN, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie Politique.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

VIARD, professeur d'Histoire du Droit.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

GABOLDE, professeur de Droit Criminel.

DIJOL, Chargé de Cours de Législation Industrielle.

MAGNAN DE BORNIER, Chargé de Cours de Droit Constitutionnel.

M. TEILLARD, Chargé du Cours d'Economie politique approfondie.

COURTIN, Chargé de Cours d'Economie Politique.

VIGIÉ, Doyen honoraire.

LABORDE, Professeur honoraire.

DUBOIS, Secrétaire.

ROCHETTE, Secrétaire honoraire.



Membres du Jury :

MM.

VIALLETON, *Président.*

MORIN, *Assesseur.*

BEQUÉ, —

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA SUBSTITUTION DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT A CELLE DES INSTITUTEURS PUBLICS

INTRODUCTION

Sous l'empire du Code Civil, les membres de l'Enseignement étaient exposés à une double responsabilité.

L'article 1382 leur faisait supporter comme à n'importe qui, la responsabilité civile, consistant dans l'obligations de réparer le préjudice causé par leur fait personnel.

D'autre part, l'article 1384 venant peser plus lourdement sur les instituteurs publics, venait mettre, à leur charge, une double responsabilité.

Ils étaient responsables du fait de leurs élèves et du fait de leurs préposés.

Dès l'instant où le père confiait son enfant à un instituteur, il était, par là même, couvert, au cas où cet enfant causait un dommage, et c'était l'instituteur auquel le père avait délégué ses droits de surveillance qui était responsable ; en effet, du moment que l'instituteur était substitué au père, il devait assumer les mêmes responsabilités.

Mais, l'instituteur avait le droit de faire une sélection parmi ses élèves ; avait-il à accepter un garçon

vicieux ou présentant un danger pour ses camarades, il pouvait le refuser ; il avait le droit absolu de renvoyer quiconque pouvait, par son caractère ou ses mauvaises manières, devenir un mauvais exemple pour ses condisciples.

Et si l'instituteur, estimant avoir besoin d'auxiliaires pour l'aider dans sa tâche, prenait à son service des répétiteurs ou des surveillantes, ces derniers, étant ses préposés, il se trouvait responsable de leur fait. A lui de les choisir, de les surveiller dans leur tâche et de les renvoyer si le besoin s'en faisait sentir.

Le législateur de 1804, avait eu donc raison de mettre cette triple responsabilité à la charge des membres de l'Enseignement ; mais, avec le temps, les idées changèrent, les lois aussi et, avec l'apparition de l'enseignement gratuit et obligatoire, nous ne comprenons plus la double responsabilité de l'article 1384.

Sur quoi était-elle en effet fondée ? sur le droit qu'avait l'instituteur de renvoyer et de choisir élèves et préposés ; or, les lois nouvelles vinrent mettre obstacle à ce droit.

Durant le siècle dernier, de nombreux changements étant survenus dans la condition des instituteurs publics, nous devons faire un rapide historique de la question.

L'Assemblée Constituante ⁽¹⁾, *La Convention*, puis *Le Directoire*, tentèrent vainement d'instaurer en

(1) Titre 1^{er} de la Constitution de 1789.

France un enseignement public, gratuit et obligatoire. La loi consulaire du XI Floréal, An X, en vigueur au moment de la rédaction du Code Civil, chargeait les Sous-Préfets de l'établissement d'une école par Commune et confiait aux Maires et Conseillers municipaux la nomination et la rétribution des instituteurs. Mais, en fait, cette loi ne fut jamais appliquée. L'instituteur resta, en 1804, un simple particulier traitant avec d'autres particuliers, et si parfois certains Conseillers municipaux avaient la coutume de donner l'investiture au maître d'école s'installant pour la première fois dans la localité, c'était un usage de pure forme, qui ne conférait pas à l'instituteur le caractère de fonctionnaire communal.

Comme nous l'avons dit plus haut, l'instituteur était donc indépendant et libre du choix et du nombre de ses élèves.

Et malgré les tentatives faites en 1833 et en 1848 pour élargir le champ de l'enseignement public, l'instituteur conserva longtemps encore le caractère d'homme privé qu'il avait en 1804.

Dans la réalité, la qualité de fonctionnaires publics, que la loi du 28 juin 1833 avait donné aux maîtres d'école, ne leur convenait pas du tout.

Enfin, sous la Troisième République, les lois du 16 juin 1881, du 28 mars 1882 et du 30 octobre 1886, en instaurant l'enseignement laïque, gratuit et obligatoire, précisèrent la condition juridique du personnel enseignant.

Désormais, les instituteurs furent obligés de recevoir tous les élèves sans distinction, ils ne pouvaient

les renvoyer que pour trois jours, après autorisation de l'Inspecteur primaire, et le nombre des enfants qu'ils devaient recevoir était illimité.

D'autre part, on leur imposait des répétiteurs et des surveillants qu'ils devaient subir et dont les attributions étaient réglées par l'Etat. En un mot, l'instituteur devint un véritable fonctionnaire.

Evidemment, les règles posées par les rédacteurs du Code Civil ne cadraient plus avec ce nouveau régime. Et cependant les membres de l'Enseignement public restèrent soumis à la double responsabilité de l'article 1384. Leur changement de condition aurait dû entraîner une modification de leur responsabilité, il n'en fut rien et, malgré les efforts de la Jurisprudence, se rendant compte de cette grave lacune, et faisant tout son possible pour tourner la loi, les textes subsistaient toujours.

Des membres du corps enseignant furent condamnés injustement, mais légalement, d'une façon très sévère, à plusieurs reprises, et ce ne fut qu'à la suite de la condamnation de M. LEBLANC ayant entraîné la folie de cet instituteur victime de la lacune de la Loi, que se déclancha un fort mouvement d'opinion, qui aboutit à la loi du 20 juillet 1899.

Ce texte de loi laissant subsister la responsabilité personnelle de droit commun de l'article 1382, fit supporter à l'Etat la responsabilité qui pesait, d'après l'article 1384, sur l'instituteur. Dans le cas où celui-ci sera responsable du fait de ses élèves, l'Etat sera substitué à lui dans la réparation du préjudice causé.

Et si un maître se rend coupable d'un acte domma-

geable, l'Etat sera responsable de son préposé et non plus le Directeur de l'Etablissement.

Nous n'avons pas la prétention, dans ce livre, d'étudier une question nouvelle, le sujet que nous avons choisi a été étudié par de nombreux et éminents juristes.

Ce que nous voulons faire, c'est envisager d'une manière synthétique l'état actuel de la question de responsabilité des instituteurs, en nous occupant, plus particulièrement, de la substitution de l'Etat, réalisée par la loi de 1899.

Nous étudierons, donc dans un premier titre, l'article 1384, ses conséquences, son application et ses défauts.

Dans un deuxième titre, nous prendrons la loi de 1899 et, en examinant la portée de la réforme opérée, nous verrons dans quel cas l'Etat est substitué aux membres de l'Enseignement Public, et comment l'Etat peut exercer une action récursoire contre l'instituteur.

Enfin, après avoir dit quelques mots sur la compétence et la procédure, nous comparerons, dans un dernier titre, notre législation et celle des pays voisins.

TITRE PREMIER

RÉGIME ANTÉRIEUR
A LA LOI DU 20 JUILLET 1899

CHAPITRE PREMIER

L'article 1384

Fondement de la responsabilité indirecte

La responsabilité civile consiste dans l'obligation de réparer, par une indemnité proportionnée au dommage, le préjudice causé à autrui par un fait personnel ou résultant du fait des personnes et des choses dont on doit répondre.

Les articles 1382 et 1383 sont ainsi conçus :

ART. 1382. — *Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui, par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.*

ART. 1383. — *Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.*

Tels sont les textes de la loi énonçant les règles générales de la responsabilité civile.

Quel est le fondement de cette responsabilité, que l'on dénomme la responsabilité directe? Nous n'avons pour répondre à la question, qu'à citer le rapport que fit BERTRAND DE GREUILLE au Tribunat (1), le 16 Pluviôse, An XII :

« Tout individu est garant de son fait... d'où il suit que si ce fait cause à autrui quelque dommage, il faut que celui par la faute duquel il est arrivé, soit tenu de le réparer...

.....

« La loi ne peut balancer entre celui qui se trompe et celui qui souffre. Partout où elle aperçoit qu'un citoyen a éprouvé une perte, elle examine s'il a été possible à l'auteur de cette perte de ne pas la causer; et si elle trouve en lui de la légèreté ou de l'imprudence, elle doit le condamner à la réparation du mal qu'il a fait... Ce n'est pas trop exiger de lui que de l'astreindre à quelques sacrifices pécuniaires pour l'entière indemnité de ce qu'il a fait souffrir par son peu de prudence et son inattention. »

Le 18 Pluviôse de la même année, TARRIBLE, orateur du Tribunat, disait, dans la séance du Corps législatif (2) : « Le dommage, pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un : s'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage sur sort, dont chacun doit supporter les chances ; mais, s'il y a faute ou imprudence, quelque légère que soit

(1) Locré. Législation Civile et Commerciale de la France, t. XIII, p. 132 et suivantes.

(2) Locré. Ouvrage déjà cité.

leur influence sur le dommage commis, il en est dû réparation. »

A côté de cette responsabilité directe des articles 1382 et 1383, l'article 1384 a édicté une responsabilité indirecte, purement civile, contre certaines personnes, à raison d'actes accomplis par des tiers placés sous leur surveillance et leur autorité.

L'ARTICLE 1384 est ainsi conçu : « *On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.* »

Le texte applique d'abord le principe aux père et mère, pour le dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ; puis, aux maîtres et commettants, pour le dommage causé par leurs domestiques et préposés, dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ; et enfin aux instituteurs et artisans, dans les termes suivants : « Les instituteurs et les artisans sont responsables du dommage causé par leurs élèves et apprentis, pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. »

« La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. »

La loi du 30 juillet 1899, est venue ajouter le paragraphe suivant, ne visant que les instituteurs : « Toutefois, la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'Enseignement Public. »

Mais, avant de s'occuper des bienfaits et de la portée de cette loi, il convient d'étudier la responsabilité indirecte de l'article 1384 en ce qui concerne le régime des instituteurs antérieurement à la loi du 20 juillet 1899.

L'article 1384 met à la charge des instituteurs une double responsabilité : ils sont responsables du fait de leurs élèves et du fait de leurs préposés.

SECTION I

Responsabilité du fait des élèves

Au début de cette étude, et pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, nous devons bien spécifier que l'instituteur n'est présumé en faute, d'après l'article 1384, que lorsque un accident survient par le fait d'un élève ; si l'élève se fait mal par son fait personnel, ce n'est plus l'article 1384 qui joue, mais les articles 1382 et 1383, et le droit commun sera appliqué à l'instituteur.

L'instituteur est donc responsable, tout d'abord, du fait des élèves, parce que le père, en leur confiant son enfant, se dessaisit par là même de la puissance paternelle pour la déléguer à l'instituteur. C'est donc dans cette délégation que naîtra la responsabilité de l'instituteur. Bertrand de Greuille, parlant au cours des travaux préparatoires de la loi, nous en donne les raisons : « C'est que les instituteurs ou les artisans remplacent alors les parents ; c'est que la loi leur

délègue une portion d'autorité suffisante pour retenir les enfants et ouvriers qui se trouvent sous leur direction, dans les bornes de la circonspection et du devoir ; c'est qu'ils doivent à ces enfants et ouvriers de bonnes instructions et de bons exemples... C'est qu'enfin, ils ont la faculté de renvoyer ceux d'entre ces enfants ou ouvriers qui leur paraissent pervers ou incorrigibles. » (3).

La responsabilité du fait des élèves est imposée à l'instituteur, parce qu'il détient l'autorité nécessaire pendant le temps où il surveille l'enfant.

Et cette responsabilité, pour donner toute garantie aux tiers, sera continuelle, étant donné que la surveillance du maître doit être, elle aussi, sans arrêt. S'il y a eu négligence de la part de l'instituteur, il en supportera les conséquences, car il sera moins intéressant que l'enfant, auquel, par son manque de surveillance peut-être, il sera arrivé un accident causé par un camarade.

« La plupart des délits et quasi-délits ne se commettent point, dit LAROMBIÈRE, sous les yeux mêmes de ceux qui en sont constitués responsables, et si l'ignorance et l'absence équivalaient pour eux à une impossibilité, leur responsabilité serait, le plus souvent, illusoire : en fait, elle n'existerait presque jamais. » (4).

La Cour d'Agen (5) appliqua ce principe lorsqu'elle condamna un instituteur qui avait laissé des enfants en récréation sans surveillance. Le maître prouva

(3) Locré. Législation civile, t. XII, p. 32 et suiv.

(4) Larombière, t. V, art. 1384, n° 24.

(5) *Gazette des Tribunaux*, 11 août 1897.

bien que s'il était sorti de la cour de récréation, c'était parce qu'il avait été dérangé par le Maire, dont il était le secrétaire; mais cela ne suffit pas à l'exonérer de sa responsabilité ; il aurait dû laisser quelqu'un pour surveiller les élèves.

Il ne faut du reste pas s'étonner de la charge supportée par les instituteurs sous le régime institué par le législateur de 1804.

N'oublions pas que l'instituteur de 1804 est un véritable « entrepreneur d'éducation » ; il traite avec les communes ou les parents des élèves, et reçoit un salaire régulier.

Il choisit les enfants qu'il a à instruire, ainsi que ses surveillants, et peut se limiter dans le nombre de ses élèves. Il aura le droit de mettre à la porte de sa classe quiconque pourra troubler le bon ordre ou devenir dangereux pour la sécurité morale ou physique de ses élèves.

Il n'a de compte à rendre à personne ; ce n'est donc pas, comme de nos jours, un fonctionnaire public, mais une personne privée s'engageant par contrat à éduquer des enfants moyennant rétribution ; receuilant par conséquent tous les bénéfices de ce contrat, il est juste que l'instituteur en supporte les risques parmi lesquels figure la responsabilité des dommages causés par ses élèves.

La responsabilité qui pèse sur l'instituteur sera générale ; elle s'étend, en effet, sur tous les actes de l'enfant, qu'il cause un dommage à un tiers ou à un autre élève.

La question de savoir si l'instituteur répond de l'en-

fant dont l'âge ne permet pas d'agir avec discernement s'est souvent posée ; à notre avis, cela ne fait aucun doute ; pourquoi ferions-nous une différence suivant l'âge des enfants ? Les motifs qui ont fait établir la responsabilité de l'instituteur se rencontrent mieux dans ce cas que dans celui où l'enfant est en âge de comprendre ce qu'il fait.

C'est en effet lorsque l'enfant eest en bas âge que l'instituteur exercera sur lui son autorité avec le plus de facilité.

Si un accident survient par le fait de cet enfant, il y aura donc lieu de présumer la faute de l'instituteur.

Ce n'est pas l'avis de TOULLIER (6) qui s'appuyant sur l'ancienne jurisprudence bretonne, admet qu'en pareil cas l'acte de l'enfant est pour le père un cas forfuit et estime qu'il doit en être de même pour l'instituteur.

La doctrine et la jurisprudence repoussent du reste cette opinion : « Et quoi, dit SOURDAT, cette présomption de faute a lieu quand l'enfant est en âge de se rendre compte de ses actes et par conséquent d'éviter ce qu'il peut savoir être nuisible, et elle n'existerait pas à un âge où il peut commettre le mal sans être arrêté par aucune réflexion ! Evidemment ce n'est pas là ce qu'a voulu la loi. » (7).

Mais la question est plus délicate et plus discutée en ce qui concerne les élèves ayant atteint leur majorité.

(6) Toullier, t. XI, n^{os} 260 et 270.

(7) Sourdat, t. II, n^o 824, p. 71.

A notre avis, dès le moment où l'enfant aura atteint sa majorité, la responsabilité de l'instituteur ne pourra plus jouer. Si l'élève reste sous les ordres du maître c'est parce qu'il le veut bien; du jour où il voudra partir il le pourra. Puisque l'élève est majeur, il devra répondre des conséquences civiles de tous ses actes.

Et de même que la majorité fait cesser la responsabilité du père parce qu'elle met fin à la puissance paternelle, de même la responsabilité de l'instituteur s'éteindra avec la majorité de l'enfant puisque le pouvoir qu'il a sur l'élève n'est qu'une délégation de la puissance paternelle.

Nous suivons dans ce sens la majorité des auteurs qui ont étudié la question.

« Pourquoi la loi aurait-elle établi ce genre de responsabilité ? dit SOURDAT ⁽⁸⁾. Le majeur n'a pas besoin d'être surveillé; il est maître de ses droits, maître de ses actions et par conséquent, il en est responsable. Il n'est venu chercher auprès de l'instituteur ou de l'artisan, chez lequel il se trouve, que l'instruction dans une branche quelconque des connaissances humaines, et ne se soumet aucunement à une influence légale destinée à régir ses actes antérieurs. Les relations qui subsistent alors entre le maître et lui sont l'effet d'une volonté entièrement libre de sa part, qui impliquerait contradiction avec l'obligation de surveiller et diriger les actions de l'élève, obligation sur laquelle se fonde la responsabilité de l'instituteur. »

(8) Sourdat, t. II, n° 877.

Et s'appuyant sur la délégation de la puissance paternelle comme base à la responsabilité de l'instituteur, DEMOLOMBE nous dit : « L'autorité en vertu de laquelle la surveillance est exercée par les instituteurs et artisans, n'est qu'une délégation de l'autorité paternelle; or, l'autorité paternelle cesse par la majorité; comment serait-il possible qu'elle soit déléguée aux instituteurs et aux artisans lorsqu'elle est éteinte dans les mains des père et mère? » (9)

La jurisprudence elle aussi s'est prononcée pour l'irresponsabilité du maître à propos d'une instance intervenue entre Mme Costesco et Mme Morel de Fos, Directrice d'un pensionnat à Boulogne-sur-Seine, qui s'est déroulée devant le Tribunal de la Seine le 10 décembre 1896 et devant la Cour de Paris le 29 décembre 1899 (10).

Certains auteurs (11) ont cependant soutenue que la responsabilité de l'instituteur subsiste malgré que l'enfant soit majeur, s'appuyant sur ce fait que « le texte de l'article 1.384, alinéa 4,° ne fait aucune distinction eu égard à l'âge de l'élève, tandis que l'alinéa deuxième du même article, qui pose le principe de la responsabilité des père et mère, décide en termes exprès que cette responsabilité n'a lieu que pour les enfants mineurs. » (12).

DEMOLOMBE répond à cet argument après avoir reconnu que la loi ne fait pas de distinction : « La loi

(9) Demolombe, t. XXXI, n° 607.

(10) *Gazette des Tribunaux*, avril 1900, 1^{re} partie, p. 368.

(11) Duranton, t. XIII, n° 721. Thèse Muteau, p. 232. Huc, t. III, n° 422. Larombière, art. 1384, n° 16, p. 618.

(12) Thèse Lotte, p. 51.

statue sur les cas ordinaires qui se présentent dans les relations de la vie sociale, *de eo quod plerumque fecit*; or, généralement les élèves sont mineurs, et voilà bien pourquoi il est alors question de surveillance. De la surveillance ? Mais est-ce que ce mot n'implique pas la minorité du surveillé ? » ⁽¹³⁾.

Telle est l'étendue de la responsabilité de l'instituteur pour le fait de ses élèves. Nous allons nous occuper maintenant d'une responsabilité plus lourde qui, sous l'empire du Code Civil, pesait sur les instituteurs, à savoir la responsabilité du fait des préposés.

SECTION II

Responsabilité du fait des préposés

L'instituteur de 1804 était, nous l'avons vu plus haut, un « entrepreneur d'éducation » ; aussi il ne faut pas s'étonner si la loi le rend responsable de ses préposés ; il est assimilé aux instituteurs privés et comme eux il est juridiquement tenu, en vertu de l'article 1.384, troisième alinéa, de réparer le dommage causé par les agents qu'il a sous ses ordres.

« Les maîtres et commettants, dit l'article 1.384, troisième alinéa, sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. »

(13) Demolombe, t. XXXI, n° 607.

La loi suppose donc que la faute dont le préposé s'est rendu coupable a comme principal responsable le maître qui n'aurait pas dû confier de délicates fonctions à un préposé négligent.

Quels sont les éléments nécessaires pour que joue cette responsabilité des maîtres et commettants ? Ils sont au nombre de deux. *Le premier* et le plus important, c'est que le maître puisse choisir lui-même son préposé.

Le deuxième consiste dans le droit de donner des ordres au préposé et de surveiller la bonne exécution de ces ordres.

« Partout où l'existence de ces deux conditions sera constatée, nous dit SOURDAT, on pourra dire hardiment que la responsabilité existe; que si l'une d'elles vient à manquer, la responsabilité cesse. » (14).

DOMOLOMBE estime que seule la première de ces deux conditions suffit : « Notre avis est que la présomption contre les commettants repose tout entière sur la faute qu'ils sont censés avoir commis en choisissant mal leurs préposés. De sorte que ce motif suffit à lui seul pour la leur faire encourir. » (15).

Mais il faut laisser cette opinion de côté et décider avec la Cour de Cassation (16) que la responsabilité du commettants ne peut exister qu'à une double condition : liberté du choix, droit du commettant de commander et de surveiller son préposé.

Sous l'empire du Code Civil, l'insstituteur était res-

(14) Sourdat, t. II, n° 887.

(15) Demolombe, t. XXXI, n° 610.

(16) D. P., 1887, I, 225.

ponsable du fait de ses préposés, car les deux éléments nécessaires à la responsabilité des maîtres et commettants se retrouvaient chez lui. L'instituteur choisissait ses collaborateurs et pouvait leur donner les instructions et les ordres qu'il voulait. Mais aujourd'hui l'instituteur public est devenu un fonctionnaire, ce n'est plus lui mais l'Etat qui nomme ses auxiliaires et ses subordonnés; donc il n'y a plus de raison maintenant pour mettre à sa charge la réparation du dommage causé par ses aides.

La jurisprudence l'a très bien compris et a dans la plupart des cas exonéré l'instituteur de cette responsabilité.

Un arrêt de la Cour d'Aix du 17 décembre 1870 (17), statuant sur une demande en indemnité présentée par les parents d'un élève blessé par un camarade, n'a pas admis la responsabilité du proviseur du Lycée de Marseille comme commettant en se basant sur les motifs suivants : « Attendu que lors de l'accident, l'enfant mineur qui l'a causé n'était pas placé sous la surveillance immédiate du proviseur; que celui-ci n'a pu dès lors exercer aucune influence, pour le prévenir ou l'empêcher, sur l'acte dont le dommage à réparer est provenu; qu'il ne saurait d'ailleurs répondre des fautes ou des défaillances d'agents placés sous ses ordres, dont le choix ne lui appartient pas et dont le nombre et les attributions sont absolument indépendants de lui... »

Le jugement du tribunal d'Hazebrouck du 27 août

(17) D. P., 1872, II, 131.

1879 ⁽¹⁸⁾ écarte aussi la responsabilité du principal du collège de Bailleul, l'abbé Pruvost, qui était poursuivi comme civilement responsable du dommage causé par un de ses professeurs : « Attendu qu'il ne saurait répondre des fautes et des imprudences du professeur Barthélemy, placé sous ses ordres, il est vrai, mais dont les attributions, réglées par le Ministre de l'Instruction Publique, sont absolument indépendantes de lui. »

Citons aussi le jugement du Tribunal du Havre qui décide, le 7 mai 1896 ⁽¹⁹⁾, qu'une ville, propriétaire d'une école professionnelle, ne doit pas être considérée comme responsable du personnel enseignant qu'elle ne choisit pas et sur lequel elle n'a aucun pouvoir.

Enfin la Cour de Caen ⁽²⁰⁾, le 11 janvier 1897, est catégorique dans ses attendus : « Attendu, dit-elle, qu'on ne comprendrait pas comment deux fonctionnaires ayant obtenu un congé de l'autorité compétente, et remplacés, non par des préposés choisis par eux, mais par d'autres fonctionnaires, nommés par l'Administration supérieure, pourraient être pécuniairement responsables des fautes ou des négligences qui avaient été commises en leur absence par ceux qui ont été désignés pour les remplacer. »

Nous le voyons par ces arrêts, la Jurisprudence ne s'est pas écartée de la thèse exonérant l'instituteur

(18) D. P., 1881, II, 83.

(19) *Gaz. des Tribunaux*, du 24 juillet 1896.

(20) S., 1898, II, 16.

de la responsabilité du fait de préposés qu'il n'a pas choisis.

Et si parfois la Jurisprudence a condamné des proviseurs, ce n'est pas en tant que commettants mais en tant qu'instituteurs.

C'est dans ce sens que le Tribunal d'Auxerre ⁽²¹⁾ a condamné le principal d'un collège parce qu'il n'avait pas suffisamment surveillé ses subordonnés et s'était donc rendu coupable d'une faute personnelle.

Les rares décisions condamnant ainsi des instituteurs n'assimilent pas le chef de l'établissement à un commettant pour la raison que nous avons donnée plus haut, que les deux conditions faisant naître la responsabilité de commettant à préposé ne se rencontrent pas dans les rapports du principal et de son préposé.

Si le proviseur d'un lycée est déclaré responsable, c'est qu'il y a faute personnelle de sa part, il tombe sous le coup des articles 1.382 et 1.383. Grande différence avec les directeurs d'établissement d'enseignement privé, qui, eux, sont responsables du fait de leurs préposés, en tant que commettants, et sont soumis à la responsabilité de l'article 1.384, troisième alinéa, responsabilité qui, vu le silence de la loi, ne souffre pas la preuve contraire.

(21) D., 1881, II, 81.

CHAPITRE II

A qui s'applique l'article 1384

L'article 1384, alinéa quatrième, nous dit : « Les *instituteurs* et artisans sont responsables du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. »

A qui va s'appliquer ce mot d'instituteur ? Reportons-nous à l'article 4 du Décret des 29 Frimaire et 3 Nivôse an III, et nous y lisons : « Les citoyens et citoyennes qui se vouent à l'instruction et à l'enseignement de quelque art ou science que ce soit, sont désignés sous le nom d'instituteurs et d'institutrices. »

Il est évident que cette définition est très large; nous allons voir comment la doctrine et la Jurisprudence l'ont interprétée.

De l'avis de M. DEMOGUE ⁽¹⁾, « l'article 1384 vise le professeur d'enseignement secondaire comme l'insti-

(1) Demogue. Obligations, I. Sources, t. V, p. 39 et 40.

tuteur primaire; il vise l'enseignement professionnel comme l'enseignement ordinaire : intellectuel, moral ou religieux.

« Il vise également l'enseignement professionnel et intellectuel donné dans un établissement où on recueille des enfants arriérés, de jeunes vagabonds, vicieux ou insubordonnés, des enfants moralement abandonnés envoyés par l'Assistance Publique, des Administrations d'hospices ou des municipalités. »

M. DEMOGUE estime aussi qu'une personne qui reçoit un enfant pour le garder et l'instruire est un instituteur.

« Mais, nous dit-il, là où il n'y a pas mission d'instruction, il n'y a pas responsabilité », exception importante.

Pour MM. BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE ⁽²⁾, la notion d'instituteur doit être largement entendue; « mais, l'article 1.384, alinéa 4, nous disent-ils, ne saurait s'appliquer aux professeurs de Facultés, ni aux autres professeurs dont les classes où les cours sont suivis plutôt par de simples auditeurs que par des élèves proprement dits. Il est également admis sans difficulté qu'on ne doit pas assimiler à des instituteurs les personnes qui se bornent à fournir à des élèves le logement et la nourriture. »

Comme le dit DEMOLOMBE ⁽³⁾, le terme d'instituteur comprend « tous ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'éducation et de l'instruction de l'enfance

(2) Baudry et Barde. Obligations, 2^e édition, t. III, 2^e partie, p. 1135.

(3) Demolombe, t. XXXI, n^o 582.

et de la jeunesse, et qui sont en même temps, par cela même, chargés de la garde et de la surveillance des enfants et des jeunes gens qui leur sont confiés ».

LAROMBIÈRE (4), AUBRY et RAU (5), LAURENT (6), sont, eux aussi unanimes à reconnaître que dans le terme d'instituteurs doivent rentrer les proviseurs de lycée (7), les principaux de collèges (8), les instituteurs primaires (9), les directeurs d'écoles normales d'instituteurs (10); mais il existe d'autres personnes pour lesquelles il y a controverse; c'est en étudiant ces cas spéciaux que nous verrons la grande extension donnée par la Jurisprudence au mot instituteur.

Tout d'abord, un professeur de Faculté peut-il être assimilé à un instituteur et être responsable du fait de ses élèves ? La négative s'impose; il nous semble, en effet, qu'un membre de l'enseignement supérieur ne peut pas être tenu responsable d'actes dommageables commis par des auditeurs sur lesquels il n'exerce aucune surveillance ni aucun contrôle; les auditeurs qui suivent les cours sont la plupart du temps inconnus du professeur, ils sont parfois étrangers à la Faculté, même par inscrits, et il serait étrange qu'une responsabilité quelconque pèse de leur fait sur les membres de l'enseignement supérieur.

(4) Larombière, t. V, art. 1384, n° 17.

(5) Aubry et Rau, t. IV, 4^e édit., p. 762.

(6) Laurent, t. XX, n° 567.

(7) *Gaz. du Palais*, 1895, II, 267. D., 1896, II, 472.

(8) D., 1881, II, 81. S., 1880, II, 170.

(9) D., 1893, II, 490.

(10) *Gaz. des Trib.*, 4 octobre 1896. Sourdat : De la Responsabilité, t. II, n° 873.

La question n'étant pas du reste controversée et la majorité des auteurs ⁽¹¹⁾ se raliant à la négative, nous allons nous demander si l'article 1.384 est applicable au Directeur d'une maison de correction.

Il nous semble que cela ne fait pas doute, et nous irons même plus loin en disant que c'est surtout du directeur d'une maison de correction que l'on peut dire qu'il remplace les parents dont il a assumé volontairement les devoirs et la responsabilité. La mission d'amender des enfants vicieux, incorrigibles et indisciplinés étant le propre de l'éducation, il est absolument normal que le directeur d'un tel établissement soit considéré comme un instituteur. La jurisprudence a appliqué ces principes lorsqu'elle a condamné le directeur de la maison de Saint-Genest-sur-Lerpt ⁽¹²⁾ : « Attendu qu'il faut entendre par instituteur toute personne chargée de l'éducation et de l'instruction d'enfants ou de jeunes gens en même temps que de leur surveillance. »

A son tour le Tribunal Correctionnel de Bar-sur-Aube ⁽¹³⁾ a admis la responsabilité du directeur d'une maison de correction; celui-ci fut déclaré responsable civilement : « Attendu que l'acte d'autorité qui a eu pour effet d'enlever au père de famille la garde et la surveillance de son fils, lui ayant substitué en même temps une autre personne entre les mains de laquelle

(11) Dans ce sens, voir : Demogue, *Obligations I Sources*, t. V, p. 43; Demolombe, t. XXXI, p. 507; Larombière, t. V, art. 1384, n° 17; Aubry et Rau, t. V, p. 757; Bourguignon, *Thèse*, p. 10; Lotte, *Thèse*, p. 14.

(12) S., 1906, II, 125.

(13) S., 1907, II, 4.

cette garde et cette surveillance est passée, Brisson (le Directeur de la maison de correction) se trouve de ce fait investi de cette garde et de cette surveillance dont l'existence entre ses mains suffit pour fonder à son égard le principe de la responsabilité civile du fait d'autrui. » Les tribunaux ont aussi appliqué l'article 1.384 aux directeurs d'asiles d'aliénés et de colonies pénitentiaires.

La Cour d'Agen ⁽¹⁴⁾, le 16 mars 1872, décide que le directeur Cabrinat est substitué au père de famille par les dispositions de la loi du 30 juin 1838 et qu'il est responsable du mineur aux termes de l'article 1.384 parce qu'il a la surveillance et la garde de celui-ci.

La Cour de Cassation étendit elle aussi l'article 1.384 au directeur d'une colonie pénitentiaire, par un arrêt du 27 juin 1902 ⁽¹⁵⁾ confirmant un arrêt de la Cour de Grenoble du 4 mai 1901. Quelques années plus tôt, la Cour suprême ⁽¹⁶⁾ avait élargi la portée du mot instituteur en déclarant l'article 1.384 applicable à toute personne qui se charge, moyennant salaire, de garder un enfant.

Citons dans ce sens l'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux ⁽¹⁷⁾ condamnant un aumônier de lycée qui se promenait avec ses élèves dans un bois auquel l'un d'eux mit le feu. « Le mot instituteur, est-il dit, doit être entendu dans le sens le plus large et comprend

(14) D., 1872, II, 153.

(15) *Gaz. du Palais*, juillet 1902.

(16) Cassation, 22 juillet 1891. D., 92, I, 5.

(17) *Journal des Arrêts de la Cour d'appel de Bordeaux*, 1892, II, 73.

tous ceux qui, soit à titre permanent, soit à titre momentané, donnent des leçons, font des cours à des enfants, et exercent sur eux une surveillance. »

Le Tribunal de la Seine ⁽¹⁸⁾ jugeant dans le même sens condamna lui aussi le directeur d'un patronage comme responsable de l'accident survenu à un enfant.

Et cette extension de l'article 1.384 aux directeurs de patronage fut admise par la Cour de Cassation dans l'arrêt du 9 juillet 1907 qui ne déclara irresponsable le directeur que parce qu'il prouva l'impossibilité d'empêcher le fait. La jurisprudence qui étend de plus en plus la qualité d'instituteur a même décidé que dans le cas fréquent de nos jour où les parents échangent des enfants pour leur faire apprendre une langue étrangère, celui qui reçoit ainsi un mineur est assimilé à un instituteur. La Cour de Colmar ⁽¹⁹⁾ jugea dans ce sens dans le cas suivant : La veuve Harmitz s'était chargée d'apprendre l'allemand au jeune Huguenot et l'avait pris chez elle, en échange de quoi, Huguenot père avait pris chez lui le fils Harmitz pour lui apprendre le français. Le fils Huguenot ayant causé un dommage, la veuve Harmitz fut déclarée responsable civilement parce que assimilée à un instituteur.

Enfin un arrêt tout récent de la Cour d'Appel de Paris ⁽²⁰⁾ en date du 29 octobre 1926, déclare le directeur d'un centre d'entraînement responsable des

(18) *Gaz. des Tribunaux*, 1906, I, 2.

(19) S., 1830, II, 334.

(20) Dalloz. *Recueil hebdomadaire de Jurisprudence*, 20 janvier 1927, p. 41, 4^e année, n° 3.

dégâts causés par la chute d'un avion monté par un pilote à l'entraînement. « Considérant, dit l'arrêt, que Richard, directeur des centres d'entraînement des pilotes civils, a été chargé sous le contrôle technique et administratif du service de la navigation aérienne, de l'organisation et de l'exploitation des centres d'entraînement des pilotes civils mobilisables; que l'Etat mettait à sa disposition un certain nombre d'avions et que Richard s'obligeait à organiser et à administrer les centres de manière à bien assurer l'entraînement des pilotes civils... Considérant que l'article 1.384, paragraphe 4 du Code Civil dispose que les instituteurs et les artisans sont responsables du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance; que c'est cette surveillance qui fonde leur responsabilité et que le mot instituteur doit être interprété largement.... Or, considérant que... Richard,... s'oblige à avoir sur le terrain pendant chaque séance d'entraînement un représentant qualifié... qu'ainsi est établie à sa charge d'obligation de surveiller les pilotes pendant leurs exercices. » Par ces motifs, l'arrêt assimilant le directeur du centre d'entraînement à un instituteur le déclare responsable.

On voit par cet arrêt typique la volonté bien nette de la Jurisprudence d'étendre plus que jamais la notion d'instituteur.

Cette large interprétation de la loi, consacrée par la Jurisprudence, peut-elle s'étendre aux cas dont nous venons de parler ?

« Ici il convient de retenir d'abord ce principe, tout

à fait juridique, formulé par la Cour de Bordeaux, que le juge doit procéder, en pareille matière avec la plus extrême réserve » et n'admettre l'assimilation de la personne poursuivie à l'instituteur que « lorsqu'elle est commandée par une identité absolue de situation ».

« ...C'est cet état de subordination et de dépendance, plus ou moins grande, de l'auteur du fait dommageable, par rapport à la personne déclarée responsable, qui est le caractère commun, la cause et la raison d'être des diverses responsabilités édictées par l'article 1.384.... La réunion de ces conditions, autorité, garde et surveillance, est nécessaire pour engendrer la responsabilité; et là où elles font défaut, celle-ci n'existe pas. » (21).

(21) Note de M. Léonce Thomas. D., 1912, II, 385.

CHAPITRE III

Des conséquences de la responsabilité des instituteurs et la jurisprudence avant la loi du 20 Juillet 1899

Nous avons étudié les principes généraux régissant la responsabilité des instituteurs et nous savons à qui doit s'appliquer la qualité d'instituteur. Nous devons maintenant faire une revue de la Jurisprudence, afin de savoir comment elle a interprété l'article 1.384. L'instituteur poursuivi peut se dégager en établissant l'impossibilité où il s'est trouvé d'empêcher le fait qui donne ouverture à sa responsabilité.

Qu'entendre par impossibilité d'empêcher le fait ? La loi ne nous le dit pas ; aussi le juge a-t-il un large pouvoir d'appréciation en cette matière. L'étude que nous allons faire nous montrera tout d'abord les cas dans lesquels l'instituteur est proclamé responsable, ensuite les nombreuses décisions exonérant le maître

de sa responsabilité, enfin les rares abus commis, abus qui entraînèrent cependant les protestations des intéressés et aboutirent finalement à l'élaboration de la loi de 1899.

I

La responsabilité de l'instituteur est proclamée par les Tribunaux chaque fois qu'il y a faute nettement établie à sa charge ou en tous cas lorsque le fait dommageable ne peut avoir d'autre cause qu'une faute présumée de sa part.

Le Tribunal civil d'Hazebrouck, le 29 août 1879, s'est prononcé pour la responsabilité civile de l'instituteur dans l'espèce suivante :

Après une expérience de chimie et sans prévenir le surveillant de la récréation, un professeur faisait jeter par deux élèves des morceaux de phosphore dans la cour du collège communal de Bailleul; un des enfants vint ramasser ces débris et se brûla la paume de la main gauche et la cuisse droite. Le professeur étant en faute est ici condamné à payer 400 francs de dommages-intérêts au tuteur de la victime.

Cette décision est confirmée par la Cour de Douai le 13 janvier 1880 (1),

Autre affaire jugée par la Cour de Besançon, le 30 juillet 1884 (2); ici encore, le sieur Berger, principal du collège de Gray est rendu responsable d'une bles-

(1) D., 1881, II, 83.

(2) 1885, II, 44.

sure faite à un élève par un de ses camarades, par une cartouche, au cours d'une préparation militaire. Berger s'est, en effet, rendu coupable d'un grand défaut de surveillance.

Citons aussi le jugement du Tribunal civil de la Seine en date du 5 novembre 1896 ⁽³⁾ qui établit la responsabilité du proviseur du Lycée Charlemagne pour négligence manifeste.

Dans un autre ordre d'idées, un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 10 mai 1898 ⁽⁴⁾ et un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 30 novembre 1897 ⁽⁵⁾ ont décidé dans deux espèces différentes que la responsabilité d'un chef d'institution se trouve engagée dans le cas de maladie ou d'accident survenu à l'élève lorsque le médecin n'est pas appelé de suite et les parents prévenus.

II

Mais à côté de ces décisions, nombreux sont les cas où la Jurisprudence dégage la responsabilité de l'instituteur lorsqu'il apparaît des circonstances du fait qu'il a été vigilant et n'a négligé aucune précaution désirable.

Sans parler de toutes les décisions rendues dans ce sens, nous ne voulons citer que les principales : Tout d'abord le Tribunal du Vigan, puis la Cour de

(3) D., 96, II, 472.

(4) *Gaz. Trib.*, 2^e sem., 1898, II, 373.

(5) *Gaz. Trib.*, 1^{er} sem., 1898, II, 225.

Cassation déclarent à propos d'un accident survenu le 22 août 1829 ⁽⁶⁾ que la surveillance momentanée de l'instituteur ne fait pas cesser la responsabilité du père.

Dans un autre accident, le Tribunal d'Agen ⁽⁷⁾ admet le même principe et ne décharge le père de sa responsabilité que parce que celui-ci fait la preuve de l'impossibilité d'empêcher le fait.

Mais cette interprétation de la loi, exagérée, à notre avis, ne fut pas celle de tous les arrêts.

La Cour d'Appel de Bordeaux, le 21 décembre 1881 ⁽⁸⁾, réforme un jugement du Tribunal de Sarlat qui avait fait une application trop sévère de l'article 1.384. Dans une école de gymnastique, un enfant fut blessé par un de ses camarades qui passant brusquement de la corde à nœuds à la corde lisse s'était laissé glisser sur lui. L'instituteur déclaré responsable par les premiers juges est exonéré par la Cour. « Attendu que le fait qui a donné lieu au procès a été commis avec une telle soudaineté que la surveillance la plus minutieuse devait être impuissante à l'empêcher. »

Le Tribunal Civil de Marseille ⁽⁹⁾, le 18 mai 1870, déclare à son tour le proviseur du Lycée de cette ville non responsable de l'accident survenu à un élève du fait d'un autre élève. « Attendu que le proviseur avait pris toutes les mesures nécessaires pour que les élèves ne fussent exposés à aucun accident et qu'il

(6) S., 1833, I, 655.

(7) S., 1869, II, 253.

(8) *Journal des Arrêts*, 1881, p. 323.

(9) D., 1872, II, 131.

n'avait pu empêcher le fait dont se plaignait le demandeur. »

La Cour d'Appel d'Aix, le 17 décembre 1870, vient confirmer cette mise hors de cause de l'instituteur.

La Cour de Nancy ⁽¹⁰⁾ eut à statuer sur le cas suivant : Après une récréation, au moment d'aller à l'étude, le jeune Perriquet, sans provocation ni dispute, lance un morceau d'ardoise qui blesse à l'œil droit son condisciple Tarrition. L'irresponsabilité de l'instituteur est encore ici reconnue : « Attendu, dit la Cour, que l'accident est arrivé... sans qu'aucune querelle, aucune discussion, aucune provocation eut lieu et avec une rapidité telle qu'elle devait nécessairement échapper aux regards les plus exercés et déjouer la surveillance la plus active. »

Citons enfin pour terminer les jugements des Tribunaux de la Seine du 8 mai 1895 ⁽¹¹⁾, de Châteauroux du 24 mai 1898 ⁽¹²⁾, et d'Aurillac du 16 mars 1898 ⁽¹³⁾, qui écartent tous les trois la responsabilité de l'instituteur. « Attendu qu'il n'y a eu ni imprudence ni négligence de sa part et que l'accident a eu pour cause un de ces cas fortuits qui ne peuvent être ni prévus ni conjurés. »

Nous ne voulons pas allonger la liste des jugements et arrêts ⁽¹⁴⁾ qui font une application modérée de

(10) D., 1890, I, 147.

(11) *Gaz. des Trib.*, 18 mai 1895.

(12) D., 1898, II, 491. *Gaz. des Trib.*, 1898, 2^e sem., p. 376.

(13) *Gaz. des Trib.*, 1898, 2^e sem., p. 335.

(14) Dans ce sens : Trib. de la Seine, 16 février 1880. S., 1880, II, 169, Châteauroux, 24 mai 1898. D., 1898, II, 491. Trib. civil de la Seine, 8 mai 1895. *Gaz. du Palais*, 1890, I, 448, note. Cour de Limoges sur appel. Tribunal civil de Guéret. S., 1899, II, 147.

l'article 1.384; bornons-nous à constater seulement que dans la plupart des cas la Jurisprudence, loin d'exagérer la rigueur du principe, a su le tempérer et demeurer fidèle à l'esprit du législateur. Mais une réforme était tout de même nécessaire; l'article 1.384 tel qu'il existait ne cadrerait plus avec l'enseignement public réformé depuis la loi de 1804 et la sévérité de certaines décisions de justice est venue heureusement mettre au grand jour la trop grande rigueur des principes consacrés par l'article 1.384.

Il est à déplorer que cette réforme se soit faite à la suite de graves condamnations et par conséquent aux dépens d'instituteurs; il eut été préférable que le législateur réalisât la réforme avant d'avoir en quelque sorte la main forcée par les circonstances ; c'est très bien de guérir un mal, c'est mieux de l'éviter en prévoyant.

III

Deux décisions de justice vinrent donc par leur application trop stricte de l'article 1.384 émouvoir l'opinion publique.

C'est tout d'abord l'affaire de Fontenay-sous-Bois. Voici les faits : A l'école publique de Fontenay-sous-Bois, pendant une récréation, une rixe éclata entre plusieurs enfants; le jeune Roguat frappé violemment par trois de ses camarades mourut quelque temps après d'une péritonite.

Les parents de la victime se constituant partie

civile, assignèrent devant la 10^e Chambre du Tribunal correctionnel de la Seine ⁽¹⁵⁾ comme civilement responsables les pères des trois enfants agresseurs et *M. Leblanc*, Directeur de l'école.

Ce dernier fut condamné comme civilement responsable par des attendus assez étranges. « Attendu que *Leblanc*, Directeur de l'école, n'a pas été témoin des faits et ne saurait être reconnu coupable d'y avoir participé; mais attendu qu'aux termes de l'article 1.384 du Code Civil par le seul fait que des coups volontaires ont été portés à un enfant dans l'intérieur de l'école, *Leblanc*, Directeur, doit être déclaré responsable civilement de ce délit, quelles que soit d'ailleurs sa vigilance habituelle, son honorabilité reconnue et l'impossibilité où il paraît s'être trouvé d'empêcher les coups portés à la victime... »

Ces motifs condamnent la décision du tribunal; l'article 1.384 dit que l'instituteur est responsable du fait de ses élèves, mais qu'il est affranchi de toute responsabilité s'il n'a pas pu éviter l'accident: le Tribunal constate que l'instituteur a prouvé l'impossibilité d'empêcher les coups et malgré cela le condamne comme responsable. Il est donc certain que les juges de la Seine ont violé la loi.

Ce jugement eut un retentissement énorme, la presse pédagogique entreprit une vive campagne, avec raison du reste, car dès ce jour les instituteurs se demandèrent si leur responsabilité était sans limite et s'ils pouvaient être condamnés comme civi-

(15) D., 93, II, 490.

lement responsables à raison de fait qu'il leur était impossible d'éviter.

M. Leblanc ne put faire appel dans le délai légal ⁽¹⁶⁾, car à la suite de cette condamnation inique il perdit la raison et fut interné à l'asile de Ville-Evrard ⁽¹⁷⁾.

Le Ministère Public intervint alors et dans l'intérêt de la loi déféra à la Cour de Paris le jugement du Tribunal correctionnel de la Seine. Et le 31 mai 1892 ⁽¹⁸⁾, la Chambre des Appels correctionnels décida que les premiers juges avaient méconnu la disposition du dernier alinéa de l'article 1.384 du Code Civil, réparant ainsi une erreur juridique manifeste.

Mais l'appel n'émanant pas de *Leblanc*, la Cour ne pouvait légalement le décharger de la condamnation en dommages-intérêts qui avait acquis l'autorité de la chose jugée; elle ne put que lui accorder la réparation morale à laquelle il avait droit.

Cet arrêt calma un peu les esprits et peu à peu la campagne menée par les instituteurs s'apaisa. Cependant l'émotion causée par l'affaire *Leblanc* était à peine calmée qu'une nouvelle affaire vint ranimer la campagne de la presse pédagogique et de la grande presse.

Ici les tribunaux en appliquant sainement l'article 1.384 firent preuve d'une telle sévérité que c'est à bon droit que les instituteurs s'émurent de nouveau.

(16) *Code d'Inst. Crim.*, art. 203: 10 jours.

(17) Rapport Samary, député, séance du 4 mars 1898, annexe, n° 3096. *J. Off.*, du 9 mai, p. 777.

(18) D., 93, II, 490. S., 1899, I, 138.

Voici les faits : Dans la cour de l'école de la Souterraine, on avait creusé des trous profonds dans le but d'y planter des arbres. *M. Guillot*, l'instituteur, avait défendu aux enfants de jouer de ce côté; or pendant une récréation, profitant de ce que le surveillant avait le dos tourné, un des enfants bousculant un de ses camarades le fit tomber dans l'un des trous. Il en résulta une fracture rendant l'enfant infirme pour le reste de sa vie.

M. Guillot, poursuivi comme civilement responsable, fut condamné par le Tribunal de Guéret, le 18 décembre 1894, à payer à la victime une indemnité de 2.500 francs et une rente viagère de 250 francs.

La Cour de Limoges, le 1^{er} mai 1895, confirma la décision des premiers juges en réduisant cependant la rente viagère à 200 francs.

Que reprochait-on à l'instituteur Guillot ? Il avait défendu aux enfants de s'amuser du côté des trous, il veillait, mais profitant d'une minute d'inattention, les jeunes élèves déclanchèrent l'accident. A notre avis, les faits s'étaient déroulés avec une telle rapidité que l'excuse de l'impossibilité aurait dû être admise par les juges.

Ces jugements, très critiqués, ont eu cependant d'honorables défenseurs. *M. BERNARD BEIG*, magistrat à la Cour de Limoges, a tenté de justifier ces décisions comme conformes aux principes dans un discours qu'il prononça à l'audience solennelle de rentrée de la Cour, le 16 octobre 1896 : « Vous avez déclaré l'instituteur civilement responsable parce qu'il avait un double tort personnel : défaut d'avertissement, défaut

de précaution; et vous ajoutez ensuite que l'acte de l'enfant, dont le maître est civilement responsable, n'a pas été spontané, et qu'il pouvait être évité; il y a deux fautes du maître que vous considérez comme constantes : une faute antérieure et une faute concomitante. Supprimons, par hypothèse, l'intervention de l'élève; si l'enfant qui a été blessé était tombé accidentellement dans l'un des trous pratiqués dans la cour, la responsabilité du maître de pension aurait-elle cessé ? Vous n'auriez qu'à supprimer dans votre arrêt le nom de l'auteur de l'accident et à substituer à la responsabilité civile de l'article 1.348 la responsabilité directe de l'article 1.383. C'est bien ici le cas de dire que l'article 1.384, malgré la présomption de faute, est une application du principe de la personnalité des fautes et une extension des articles 1.382 et 1.383.

L'arrêt de Limoges n'est donc pas un argument en faveur de la modification de l'article 1.384 et c'est en dehors du cas de l'école de la Souterraine qu'il faut chercher la base et la cause d'une réforme. »

Malgré l'avis de l'éminent magistrat, nous croyons cependant que ces arrêts sont critiquables et qu'une réforme portant sur l'article 1.384 lui-même s'imposait.

CHAPITRE IV

Nécessité d'une réforme

Nous venons de voir qu'à la suite de l'affaire *Leblanc* une forte campagne fut entreprise par les instituteurs ⁽¹⁾, campagne qui, après un moment de répit, reprit de plus belle à la suite de l'affaire *Guillot*.

En 1896 donc, les instituteurs émus à bon droit de l'interprétation donnée par la Jurisprudence à l'article 1.384, s'élevèrent contre cet article, qui était le point de mire de toutes les critiques.

Réunis en conférences départementales, ils adressèrent au Parlement de nombreuses pétitions tendant à une modification de leur responsabilité civile.

« Cet appel aux parlementaires ne pouvait manquer de trouver un accueil favorable, nous dit

(1) Voir *Bulletin de l'Union des Instituteurs de la Seine*, août 1892. *L'Union Pédagogique*, mars et mai 1892. *L'Instruction Primaire*, 27 mars 1892.

M. Léonce THOMAS, avocat à la Cour d'Appel de Bordeaux; les instituteurs sont, en effet, depuis longtemps déjà, des façons de personnages politiques et ils tendent à le devenir de plus en plus; ils interviennent dans les élections, ils y jouent un rôle actif, ils y exercent une influence souvent prépondérante. C'est donc une force qui est loin d'être négligeable; c'est un concours précieux à s'assurer. » (2).

Mais ces motifs ne sont heureusement pas les seuls; comme nous l'avons vu au début de notre étude, la condition des instituteurs n'était plus la même qu'au moment de la confection de l'article 1.384 : « Au moment de la confection du Code Civil, dit M. SAMARY (3), rapporteur à la Chambre, la situation de l'instituteur était tout autre que celle qui est actuellement la sienne, et l'enseignement public, tel que nous le comprenons aujourd'hui n'existait réellement pas. »

Le rapporteur à la Chambre reproduit l'opinion de M. GRÉARD, Vice-Président de l'Académie de Paris : « On comptait à Paris 24 écoles en 1816, encore ces écoles n'étaient-elles pas, à proprement parler, des écoles communales; elles avaient plutôt le caractère d'écoles libres auxquelles l'Etat allouait une subvention. »

« Les instituteurs d'alors pouvaient garder ou renvoyer les élèves selon leur convenance ou leur intérêt; ils recevaient directement des parents un salaire

(2) V. *Revue Générale du Droit*, 1901. Etude de la loi des 20-25 juillet 1899, XIII, p. 528.

(3) V. Rapport Samary. *J. Off.*, Doc. parl., Ch. Députés, 1898, annexe n° 3.096, p. 777.

régulier, librement débattu avec eux dans la plupart des cas. Ils se trouvaient, en un mot, à très peu de chose près, dans la situation qui est aujourd'hui celle des instituteurs privés. »

« Ils étaient pour ainsi dire des commerçants et, suivant l'expression très pittoresque de M. SAVY, « des entrepreneurs d'éducation. »

« Dans ces conditions, on conçoit très bien qu'ils soient civilement responsables, et cependant ils pouvaient dégager leur responsabilité en faisant la preuve que leur surveillance habituelle avait été rigoureuse; et les Tribunaux, dans l'application de l'article 1.384, se montraient à l'égard des instituteurs beaucoup moins sévères que la Jurisprudence actuelle. » (4).

L'attention du Parlement étant attirée sur cette question, de nombreuses propositions de lois affluèrent sur le bureau de la Chambre.

Ce fut tout d'abord M. MALZAC (5), dont la proposition ne vise pas la suppression de l'article 1.384 du Code Civil, mais sa modification et surtout son application.

La proposition de M. HUBBARD (6) comporte une modification plus profonde de l'article 1.384. A cet effet, il modifie le paragraphe 5 de l'article 1.384 du Code Civil de la manière suivante : « La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père et mère ou

(4) D., 1889, IV, 85. Voir note II.

(5) *J. Off.* 1896. Doc. parl., Ch. des Députés. Annexe n° 1837, p. 283

(6) *J. Off.* 1896. Doc. parl., Ch. des Députés. Annexe n° 1898, p. 396.

artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

« En ce qui concerne les maîtres et instituteurs de l'enseignement public, la responsabilité ne sera encourue que par la preuve de la faute ou du manque de surveillance des dits maîtres et instituteurs, preuve faite à la charge de la partie plaignante. »

En somme, la proposition HUBBARD établit le renversement de la preuve en faveur des membres de l'enseignement public, et donne ainsi satisfaction au moins partielle aux desiderata exprimés dans la plupart des pétitions des instituteurs.

M. LAVY (7), en collaboration avec quelques-uns de ses collègues, se déclara nettement partisan de la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs; il proposa en conséquence de terminer l'article 1.384 de la façon suivante : « Pour les écoles publiques, l'Etat seul est civilement responsable.

« Toute personne intéressée à poursuivre la réparation du dommage causé par un accident survenu à l'école devra établir devant les tribunaux compétents que l'accident aurait pu être évité par une surveillance plus active de la part de l'instituteur et qu'elle en éprouve un préjudice matériel. »

Ces trois propositions de lois, ayant été prises en considération, furent renvoyées par la Chambre le 31 mars 1896, à une Commission nommée le 2 juin de la même année.

Celle-ci se prononça en faveur de la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs

(7) *J. Off.* 1896. Doc. parl., Ch. des Députés. Annexe n° 1899.

publics et M. SAMARY ⁽⁸⁾, dans son rapport déposé le 4 mars 1898, ramène à quatre les motifs qui ont décidé la Commission :

1° L'urgence de soustraire les instituteurs aux rigueurs de la Jurisprudence nouvelle visant l'application de l'article 1.384;

2° La nécessité de bien séparer dans l'espèce, la cause de l'instituteur public de celle de l'instituteur privé;

3° Le danger très menaçant que peuvent faire courir à l'éducation et à l'éducation physique de nos écoles, les hésitations et les craintes toutes naturelles des membres de l'enseignement public devant les excès de responsabilité, conséquences de l'application de l'article 1.384;

4° Enfin, loin de déroger au principe de la responsabilité en cas d'accident ou dommage causé à des tiers par le fait de fonctionnaires, agents ou préposés de l'Etat, la réforme tend au contraire à supprimer l'exception défavorable qui existait à l'encontre des membres de l'Enseignement public et à faire rentrer ces derniers dans le droit commun des fonctionnaires des autres administrations.

Dans sa séance du 21 mars 1898, la Chambre des Députés se prononça pour l'adoption de la proposition de loi présentée par la Commission dont M. SAMARY était le rapporteur.

(8) V. *J. Off.*, Doc. parl., Chambre des Députés, 1898, Annexe n° 3096, p. 777.

Le Sénat saisi à son tour et au sein duquel s'éleva une discussion à propos de la compétence, ajouta un article additionnel rédigé par une Commission dont M. THÉZARD était rapporteur.

Et les deux articles acceptés par les Assemblées formèrent la loi du 20 juillet 1899 ainsi conçue :

« La disposition suivante est ajoutée au dernier alinéa de l'article 1.384 du Code Civil :

« Article Premier. — Toutefois, la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'Enseignement public.

« Article 2. — L'action en responsabilité contre l'Etat dans le cas prévu par la présente loi, sera portée devant le Tribunal Civil ou le Juge de paix du lieu où le dommage aura été causé et dirigée contre le Préfet du Département. »

TITRE II .

RÉGIME

DE LA LOI DU 20 JUILLET 1899

CHAPITRE PREMIER

Sens et portée de la nouvelle législation

Le but poursuivi par le législateur est de « faire rentrer les membres de l'Enseignement public dans le droit commun des fonctionnaires ». (1). C'est ainsi que M. SAMARY a compris cette réforme.

M. THÉZARD exprime du reste la même idée dans son rapport au Sénat : « La responsabilité imposée aux maîtres de l'instruction publique est donc plutôt une anomalie, et la proposition qui impose cette responsabilité à l'Etat n'est qu'une application du droit commun. »

Mais va-t-on appliquer aux instituteurs le « droit commun des fonctionnaires » ? En effet, la Jurispru-

(1) Rapport Samary. *J. Off.*, 9 mai 1899, p. 777, Annexe n° 3096.

dence administrative n'applique jamais les articles 1.382 et 1383; elle distingue la faute de service et le fait personnel; seul le dernier fait étant en général une faute lourde, permet de rechercher la responsabilité du fonctionnaire.

Il est évident que ces principes ne sont pas appliqués à l'instituteur public.

La réforme ne porte que sur l'article 1.384 du Code Civil; il n'est pas question de toucher aux raticles 1.382 et 1.383. Ce qui est visé c'est la responsabilité du fait d'autrui. Les travaux préparatoires et les débats à la Chambre et au Sénat ne laissent aucun doute à ce sujet.

Donc après cette loi les membres de l'Enseignement public restent toujours soumis aux articles 1.382 et 1.383 du Code Civil, lorsqu'il y a faute personnelle. Toutes les fois qu'il y a responsabilité du fait d'autrui découlant de l'article 1384, ils sont déchargés.

Le législateur a fini par enlever aux instituteurs publics une responsabilité qui n'était plus justifiée, s'étant enfin aperçu que les membres de l'Enseignement public ne choisissent ni leurs élèves, ni leurs subordonnés chargés de la surveillance.

« Ce dont nous exonérons le maître, dit M. THÉZARD, c'est de cette présomption de faute en vertu de laquelle il serait responsable du fait d'élèves qu'il n'a pas choisis... ou du fait d'un sous-maître qu'il n'a pas nommé, dont il n'a pu empêcher le défaut de surveillance. »

La réforme introduite par la loi de 1899 n'est pas générale. Seuls, en effet, les membres de l'Enseignement public en profitent, et à cet égard, aucune hésitation n'est possible en présence des termes de la loi dont l'article 2 est ainsi conçu : « Toutefois, la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'Enseignement public ». Les membres de l'Enseignement privé restent donc comme par le passé soumis aux rigueurs de l'article 1.384.

En revenant à l'application de la loi nouvelle, nous avons à nous demander contre qui doit être maintenant exercée la poursuite en responsabilité, à raison du fait d'autrui, basée sur l'article 1.384.

Est-ce contre l'instituteur ou contre l'Etat ? A notre avis, toute action contre un instituteur basée sur la responsabilité de l'article 1.384 doit être impossible; dans ce cas, l'Etat seul doit être poursuivi, si l'instituteur encourt une sanction quelconque, l'Etat s'en chargera et aura contre lui des mesures disciplinaires.

C'est donc avec raison que M. THÉZARD a repoussé au Sénat l'amendement THÉVENET. Cet honorable sénateur, membre de la Commission, estimait qu'un paragraphe additionnel ainsi conçu s'imposait : « L'instituteur ne pourra dans tous les cas être mis en cause par la partie lésée. Il sera seulement soumis au recours que l'Etat pourra exercer contre lui lorsqu'il aura commis une faute personnelle. » (2).

Comme le dit M. THÉZARD : « C'est l'Etat seul qui doit être assigné » et « l'Etat seul devra être mis en

(2) Sénat. Séance du 21 mars 1899. *J. Off.*, p. 323

cause... cela résulte très formellement... des termes mêmes de la proposition. »

Ceci ne faisant pas de doute, nous devons nous demander maintenant quelles conditions doivent être réunies pour que joue la responsabilité de l'Etat.

CHAPITRE II

Conditions d'existence de la responsabilité de l'Etat

Pour que l'Etat soit responsable, c'est-à-dire pour que joue cette transposition de responsabilité dans le domaine de l'article 1384, il faut *trois conditions*.

1° L'ETAT NE SERA SUBSTITUE A L'INSTITUTEUR QUE S'IL EST FONCTIONNAIRE ET S'IL ASSURE UN SERVICE PUBLIC;

2° POUR QUE L'ETAT SOIT RESPONSABLE, IL FAUT QUE L'ACCIDENT AIT LIEU PENDANT QUE L'INSTITUTEUR ETAIT DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS;

3° IL FAUT POUR ENGAGER LA RESPONSABILITE DE L'ETAT QUE CELLE DE L'INSTITUTEUR PUBLIC SOIT ELLE-MEME ENGAGEE AUX TERMES DE L'ARTICLE 1384.

SECTION I

L'instituteur doit être fonctionnaire et assurer un service public

La première condition délimite le champ d'application de la responsabilité de l'Etat en ce sens que l'instituteur ne verra l'Etat substitué à lui que s'il est fonctionnaire et s'il assure un service public. Dans ce cas la substitution sera entière.

Mais n'y a-t-il pas une analogie assez frappante entre les rapports de l'Etat vis-à-vis de l'instituteur public, et ceux du commettant au regard de son préposé ? Il nous semble que cela ne fait aucun doute.

Nous retrouverons du reste ce rapprochement dans la deuxième condition que nous étudierons tout à l'heure, pour le moment occupons-nous de la première.

De même que le commettant n'est responsable pour son préposé que s'il l'a choisi et gardé sous ses ordres, de même l'Etat ne se substituera à l'instituteur que s'il est fonctionnaire assurant un service d'enseignement public, c'est-à-dire s'il a été nommé par l'Etat dans un établissement d'enseignement.

Mais à première vue il peut y avoir hésitation. La loi n'a pas en effet déterminé le sens du mot instituteur de l'article 1.384 et nous l'avons vu dans la première partie de notre livre, la Jurisprudence s'est permise une large interprétation.

Ici nous n'aurons plus dans le texte de loi le mot « instituteur », mais « instituteur public », et cette expression a une signification que l'on peut déduire des paroles prononcées à la Chambre et au Sénat lors de la confection de la loi de 1899 : il s'agira dans tous les cas d'enseignement public.

Et si un Directeur d'asile d'aliénés ou d'une maison de correction peut être assimilé à un instituteur au sens de l'article 1.384, grâce à une extension jurisprudentielle, il ne pourra pas, bien que chargé d'un service public, être assimilé à un instituteur public, à un membre du corps enseignant.

La loi de 1899 ne lui est pas applicable. Le critérium est simple : la loi de 1899 s'appliquera à toutes les écoles publique dirigées par l'Etat à condition que le maître chargé de la surveillance au moment où s'est produit l'accident soit lui-même nommé par l'Etat.

Cependant la jurisprudence a eu à régler certaines questions à propos de l'application de la loi de 1899 au personnel des écoles militaires et des écoles d'agriculture et aux surveillants d'internats dans les lycées.

Nous allons rapidement passer ces différents cas en revue et voir les décisions de la Jurisprudence.

Pour les écoles militaires et navales, les conditions d'enseignement étant les mêmes que dans les autres écoles publiques, il est évident qu'une différence de responsabilité ne se comprendrait pas.

C'est ce qu'a décidé le Conseil d'Etat, qui s'est déclaré incompétent pour statuer sur une action en

dommages-intérêts intentée, contre l'Etat, par le père d'un élève à l'Ecole Militaire de Saint-Hippolyte-du-Fort; cet élève, Giustinani, avait été tué d'un coup de couteau par un de ses camarades.

« Considérant, dit l'arrêt, que les écoles militaires préparatoires sont des établissements d'enseignement public auxquels s'applique le paragraphe 6 de l'article 1.384 modifié par la loi du 20 juillet 1899; qu'en vertu de cette disposition l'Etat est responsable des accidents dont peuvent être victimes les enfants admis dans ces établissements, et que les actions dérivant de cette responsabilité doivent, aux termes de la loi précitée, être portées devant l'autorité judiciaire. » (1).

Quant aux écoles pratiques d'agriculture, il y a une distinction à faire.

D'après la loi du 30 juillet 1875 sur l'enseignement pratique d'agriculture, il faut distinguer dans les écoles d'agriculture deux institutions : 1° *un établissement d'instruction*, qui ne se différencie en rien des écoles publiques, et qui doit par conséquent être soumis à toutes les dispositions législatives concernant l'enseignement public; 2° *une exploitation agricole privée*, gérée aux risques et périls de celui qui l'exploite.

La jurisprudence a eu à se prononcer dans le cas suivant : Un accident s'étant produit à l'Ecole d'Agriculture de Montargis, l'Etat voulait se soustraire à toute responsabilité dérivant de la loi de 1899; la

(1) Conseil d'Etat, 7 août 1905. D., 1907, III, 56.

Cour d'Appel de Paris n'adoptant pas cette thèse, substitua la responsabilité de l'Etat à celle du Directeur de l'école, car l'accident étant survenu dans une salle d'étude, par conséquent dans l'établissement d'instruction dont nous avons parlé plus haut, la loi de 1899 était applicable.

Dans un autre ordre d'idées, l'Etat sera-t-il responsable des surveillants d'internat, dans les lycées? Ces auxiliaires sont, en effet, nommés par le proviseur pour surveiller les récréations, les dortoirs, les réfectoires et conduire les enfants en promenade le jeudi et le dimanche.

Ces surveillants sont bien employés dans un service public, mais au sens de l'article 1.384 ils sont instituteurs privés.

Que va décider la Jurisprudence ? Le Tribunal de Moulins a rendu le 16 mars 1905 (2) un jugement fort intéressant en la matière.

Un surveillant d'internat sur l'ordre du censeur conduisit ses élèves en promenade sur les bords de l'Allier; le fleuve était en pleine crue, un des enfants glissa et étant tombé dans les remous, disparut.

L'Etat fut condamné à payer 4.000 francs de dommages-intérêts au père de la victime.

Nous allons citer certains considérants du jugement. Tout d'abord la responsabilité du proviseur est établie : « Considérant que le surveillant avait été choisi par le proviseur et que ce dernier était responsable du fait de son préposé;

(2) D., 1906, V, 24.

« Considérant d'ailleurs que cette responsabilité à raison du fait d'autrui n'est pas contestable, qu'il s'agit bien de rapports entre commettants et préposés, que le proviseur répondait bien du surveillant et que l'article 1.384 trouve ici son application. »

Ensuite le jugement essaie de justifier la mise en cause de l'Etat.

« Considérant que la loi de 1899 s'applique bien, d'après la discussion qui a eu lieu, tant aux accidents causés par les élèves qu'à ceux résultant du fait des préposés; que le rapporteur a dit : « La portée de la réforme est de dire que le maître ne sera plus responsable du fait de ses élèves ni du fait du sous-maître qu'il n'a pas nommé... »

« Considérant d'ailleurs que le choix du surveillant par le proviseur ne fait pas disparaître la responsabilité de l'Etat, que cette circonstance résulte de la discussion de la loi au Sénat... »

Il est évident que la Jurisprudence étend la notion d'instituteur public aux surveillants d'internats et à notre avis elle a raison; mais dans la décision du Tribunal de Moulins, les juges n'ont pas appliqué la loi et auraient pu arriver aux mêmes résultats en respectant les textes.

Après avoir reconnu que le surveillant est un préposé du proviseur, le Tribunal le met hors de cause en interprétant certaines paroles du législateur de la loi de 1899 et cependant le texte de cette loi ne se prête à aucune extension.

N'aurait-on pas mieux fait de dire que le surveillant n'est pas le préposé du proviseur, mais celui du

lycée ? C'est du reste la solution admise pour les gens de service des lycées.

Le proviseur nomme les surveillants pour le service des lycées non pour son service personnel. C'est l'Etat qui lui a donné dans ce but une sorte de procuration et le paiement de ces auxiliaires est prélevé sur la masse du lycée et non sur la fortune personnelle du proviseur.

Quoi qu'il en soit, nous devons constater que la Jurisprudence a donné une interprétation extensive aux dispositions légales.

Ce premier point réglé, nous allons passer à la deuxième condition à laquelle nous devons soumettre le jeu de la substitution de responsabilité réglée par la loi de 1899.

SECTION II

L'instituteur public doit être dans l'exercice de ses fonctions

Et dans cette seconde condition nous retrouvons l'analogie qui existe entre la situation de l'Etat vis-à-vis de l'instituteur public et celle du commettant à l'égard de son préposé.

La loi ne vise, en effet, dans l'instituteur public que le fonctionnaire, le préposé de l'Etat.

C'est lui seul qu'elle a entendu couvrir d'une protection toute spéciale, en mettant à la charge de l'Etat

les risques pouvant résulter d'actes susceptibles d'engager la responsabilité civile de l'instituteur.

La responsabilité de l'Etat apparaît donc comme exceptionnelle et le texte de la loi du 20 juillet 1899 doit être entendu dans un sens restrictif.

L'Etat ne sera donc tenu que des faits qui se passent sous la surveillance officielle du maître à condition que cette surveillance soit exercée pour le compte de l'Etat.

C'est du reste ce qui a été dit formellement par M. LEYGUES, Ministre de l'Instruction Publique, à la séance du 21 mars 1899, au Sénat : « Je voudrais qu'il soit bien entendu que la responsabilité de l'Etat ne sera engagée que dans les cas où la loi scolaire place les enfants sous la surveillance des maîtres. Je m'explique. Pendant les heures de classe ou de récréation prévues par la loi, pendant les heures de présence obligatoire à l'école, si des accidents se produisent, l'Etat devra des dommages-intérêts. Mais je suppose que, l'école ouvrant régulièrement à 2 heures, des enfants pénètrent dans l'école à midi et demie, une heure. A ce moment-là, sa surveillance légale ne s'exerce pas, et si un accident survient, je ne crois pas que l'Etat puisse être tenu pour responsable. » (3).

Cette déclaration de M. Georges LEYGUES, approuvée par le Sénat, restreint notablement la portée de la réforme de 1899.

Il faut donc, pour savoir si l'Etat sera ou non responsable, distinguer entre les heures qu'un élève

(3) Sénat, 21 mars 1899. *J. Off.*, p. 322.

passé officiellement à l'école et celle où il n'y reste qu'officieusement.

Si un accident a lieu pendant les heures officielles, la loi de 1899 s'applique, l'instituteur ayant l'obligation formelle de garder l'enfant, l'Etat est civilement responsable. Mais si un accident se produit pendant que l'instituteur n'accomplit pas un service légalement obligatoire, le maître est responsable personnellement et nous ne pouvons plus parler de substitution de responsabilité de l'Etat.

Les arrêts sont venus consacrer la distinction faite au Sénat par le Ministre de l'Instruction Publique, entre les heures de surveillance légale et les heures de surveillance officieuse.

C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal Civil de Châteaulin, en date du 18 juillet 1909 (4), condamne un instituteur comme responsable de l'accident survenu à un élève, et met l'Etat hors de cause pour les motifs suivants : « Attendu qu'il est de jurisprudence constante que l'article 1384 du C. C. modifié par la loi du 20 juillet 1899... ne peut s'appliquer que pendant les heures de classes ou de récréations prévues par la loi, c'est-à-dire pendant les heures de présence obligatoire à l'école. »

La loi de 1899 n'est pas non plus applicable, lorsque le service géré par l'instituteur n'a pas été prévu et organisé par l'Etat.

M. VILLEPONTOUX, directeur de l'école primaire de Rouillac, avait établi, dans son école, un internat, dont il avait la direction et dans lequel l'Etat n'inter-

(4) *Manuel Général de l'Instruction Primaire*, n° du 16 mars 1912.

venait aucunement. Au dortoir, un interne fut blessé par un de ses camarades; le père, se basant sur la loi de 1899, attaqua l'Etat.

Les juges mirent l'Etat hors de cause : « Attendu que... on ne saurait dire applicable la loi du 20 juillet 1899, puisque, dans l'espèce, l'accident est arrivé à un moment où l'instituteur exerçait ses fonctions pour son propre compte et non pour le compte de l'Etat. » (5). Une autre décision du Tribunal de Châteaulin, du 28 juillet 1909 (6), admet le même principe pour un accident survenu dans un pensionnat annexé à une école primaire.

Il est évident que dans ces cas, plus encore peut-être que dans ceux indiqués par le Ministre au Sénat, l'Instituteur n'est plus le préposé de l'Etat, mais celui des familles ; sa liberté ici est donc entière, il peut accepter ou refuser qui il veut.

Le Tribunal Civil de Narbonne (7) le 13 janvier 1909; le Tribunal Civil d'Angoulême, le 4 juillet 1910, et la Cour de Bordeaux, le 13 novembre 1911, ont consacré ces principes (8).

La circonstance que, dans certaines espèces, l'internat a été installé dans l'école en vertu d'une autorisation donnée par l'autorité universitaire, conformément au décret du 16 janvier 1894 (9), peut faire soutenir à certains que cet établissement est une an-

(5) S., 1912, II, 199.

(6) *Bulletin de Législation Scolaire*, 1911.

(7) *Gazette du Palais*, 1909, 1^{er} semestre, p. 320.

(8) D., 1915, II, 89.

(9) *Bulletin Administratif du Ministère de l'Instruction Publ.*, t. LV, 1894, p. 27.

nexe d'un établissement public d'enseignement, dont la gestion rentre dans l'exercice des fonctions du directeur de l'école et engage par suite la responsabilité de l'Etat.

A notre avis, cela n'est pas admissible, l'autorisation exigée par le décret est une simple autorisation administrative, or, « une permission n'est pas une commission ». L'instituteur qui l'a obtenue n'est pas pour cela le préposé de l'Etat.

La loi du 20 juillet 1899, doit donc être interprétée dans un sens restrictif, et cela est si vrai que le législateur s'est préoccupé de la modifier dans l'intérêt des membres de l'Enseignement public, en étendant la responsabilité de l'Etat, notamment dans l'hypothèse particulière qui nous occupe.

Le 14 juin 1906 ⁽¹⁰⁾ M. Pierre Dupuy a déposé à la Chambre une proposition de loi qui a fait l'objet d'un rapport favorable présenté par M. Chastenet, député, le 26 mai 1909, au nom de la Commission de la Réforme Judiciaire et de la Législation Civile et Criminelle.

Le texte proposé par la Commission dit notamment : « Pendant les heures de scolarité réglementaire et pendant celles où fonctionnent les œuvres complémentaires de l'école, dûment autorisées, l'Etat est responsable du dommage causé :

« 1° *Aux élèves de l'Enseignement public par le fait de ses préposés.*

(10) *J. Off. Doc. parl.,* Chambre, 1906. Annexe n° 85, p. 550-551.

« 2° *Aux autres élèves ou à des tiers, par des élèves de l'Enseignement public.* »

Cette proposition de loi est devenue caduque et a été reprise le 6 décembre 1911, à la Chambre, sur l'initiative de M. Chastenet.

Et nous en arrivons, après l'étude des deux premières conditons, à l'étude de la dernière condition nécessaire pour que la loi de 1899 puisse jouer.

SECTION III

**La responsabilité de l'instituteur
doit être engagée aux termes de l'article 1384**

Il est nécessaire, en dernier lieu, pour engager la responsabilité de l'Etat en se basant sur l'article 1384, que la responsabilité de l'instituteur public soit elle-même engagée, avec, comme base, ce même article.

Il est évident, mais nous devons tout de même le mentionner, afin de ne laisser subsister aucun doute, qu'en principe, la responsabilité de l'Etat n'est pas engagée lorsque l'action contre l'instituteur est assise sur l'article 1382 ; nous verrons plus tard, à propos des recours, les restrictions qui peuvent être apportées à ce principe.

La Jurisprudence est fixée en ce sens que, si la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'Enseignement public pour la répa-

ration des dommages causés par leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance, cette responsabilité n'est pas engagée lorsqu'il résulte des constatations souveraines des juges du fait que le personnel enseignant n'a pas pu empêcher l'accident...

Citons quelques décisions de Justice :

La Chambre Civile de la Cours de Cassation ⁽¹¹⁾, le 21 janvier 1918, a écarté la responsabilité de l'Etat : « Attendu que les constatations souveraines démontrent que le personnel enseignant et le principal du collège d'Ajaccio n'ont pu empêcher l'accident. »

Donc, l'impossibilité ayant été prouvée en faveur de l'instituteur, l'Etat ne peut pas être responsable. L'Etat n'est pas non plus responsable de l'accident survenu à un élève d'un établissement d'enseignement public qui a été blessé à l'œil, pendant une récréation, par une balle de caoutchouc, étant donné que la balle n'a pas été lancée directement, mais a touché l'œil par ricochet, après avoir déjà frappé le mur : « Attendu que les enfants jouaient au jeu de la pelote basque, jeu populaire dans la région du Sud-Ouest de la France et ne présentant aucun danger spécial; — Attendu enfin que la surveillance la plus vigilante n'aurait pas empêché le coup par ricochet. »

C'est ainsi qu'a jugé la Cour de Rennes, le 15 décembre 1921 ⁽¹²⁾.

(11) D., 1918, I, 9.

(12) D., 1922, II, 119.

Enfin un arrêt récent de la Cour de Cassation ⁽¹³⁾, en date du 13 décembre 1926, décide que l'Etat n'est pas responsable de l'accident survenu à l'élève d'une école primaire pendant la récréation et en l'absence de l'institutrice, alors que l'absence de celle-ci était justifiée par les nécessités du service et que, même présente, l'institutrice n'aurait pu empêcher l'accident, tant la scène au cours de laquelle il s'est produit avait été rapide ⁽¹⁴⁾.

Au contraire, chaque fois que l'impossibilité ne sera pas prouvée, l'Etat sera responsable, l'article 1384 du C. C. édictant une présomption de faute à l'égard des instituteurs, en raison du dommage causé par leurs élèves, pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance, à moins qu'ils ne fassent la preuve qu'ils n'ont pu empêcher le fait dommageable.

La Cour d'Appel de Paris, le 3 novembre 1924 ⁽¹⁵⁾, en appliquant ce principe, a condamné l'Etat comme civilement responsable. Une institutrice qui reste à l'intérieur de l'école, se bornant à surveiller les enfants de la fenêtre, est responsable lorsqu'elle n'établit pas que sa présence dans la cour n'aurait pu empêcher un élève de porter à l'un de ses camarades les coups qui ont occasionné une blessure.

De même le défaut de surveillance d'un instituteur,

(13) Dalloz. *Recueil hebdomadaire de jurisprudence*, 4^e année, n° 3, 20 janvier 1927, p. 35.

(14) Dans ce sens : Cour d'Alger, 1^{er} décembre 1902. S., 1904, II, 12. Cour de Bordeaux, 1^{er} juin 1908. D., 1908, II, 249 et sur pourvoi C. Cass., 19 mai 1909. D., 1910, I, 27. C. Besançon, 27 janvier 1909. D., 1911, II, 143.

(15) Dalloz. *Rec. Hebd. de Jurisprudence*, 2^e année, n° 1, 8 janvier 1925, p. 12.

fut-il momentanément, est le fondement de la présomption de faute, et a pour conséquence ; en cas d'accident causé par un élève, d'entraîner la responsabilité de l'Etat. C'est ce qu'a jugé la Cour d'Appel de Dijon (16) le 1^{er} mars 1926.

Nous ne voulons pas continuer la liste de ces décisions fort nombreuses, car nous semblerions vouloir prouver l'évidence ; si nous avons insisté sur la troisième condition de la mise en cause de l'Etat, c'est pour faire mieux apparaître la substitution de responsabilité qui est le caractère principal de la loi de 1899.

L'Etat ne saurait être mis en cause que si l'instituteur l'est lui-même.

Et nous retrouvons encore ici l'analogie qui nous a frappé dans les deux premières conditions : analogie entre la situation de l'Etat envers l'instituteur et entre la situation du commettant à l'égard de son préposé. Mais cette analogie a des limites. Quelles sont-elles ? Indiquons-les par une formule aussi claire et précise que possible : « La responsabilité du commettant a pour base une faute du préposé, la responsabilité de l'Etat repose sur une présomption de faute déjà mise par la loi à la charge de l'instituteur. »

Le point de départ des deux responsabilités n'est pas le même ; dans le cas de responsabilité du commettant, la victime du dommage devra, pour obtenir une condamnation, prouver la faute du préposé ; au

(16) Dalloz. *Rec. Hebd. de Jurisprudence*, 3^e année, n° 19, 20 mai 1926, p. 292.

contraire, dans le cas de responsabilité de l'Etat, les parents de l'élève victime d'un accident devront, pour mettre en jeu la responsabilité de l'Etat, démontrer que l'instituteur est responsable aux termes de l'article 1384, 4^e alinéa. Donc, quand il s'agit d'un commettant, la victime doit rapporter la preuve d'une faute du préposé; quand il s'agit de l'Etat, la victime ne devra démontrer que la matérialité des faits, l'endroit où a eu lieu l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, le préjudice causé et la relation de cause à effet entre l'accident et le préjudice.

Avant la loi de 1899, l'instituteur était placé sous le coup d'une présomption de faute; après la loi de 1899, l'Etat ne fait que se substituer à l'instituteur, et devient responsable dans les mêmes conditions.

Cette présomption est une présomption simple, mais qui ne peut être écartée que selon les règles de l'article 1384, en faisant la preuve de l'impossibilité totale d'empêcher l'accident. En quoi consiste cette preuve ? Nous n'avons, pour répondre à cette question, qu'à consulter les nombreuses décisions de justice.

La Cour de Cassation ⁽¹⁷⁾, dans une décision récente du 13 décembre 1926, après avoir examiné les circonstances du fait, conclut en exonérant un instituteur de l'Etat de toute responsabilité : « Attendu que ces constatations souveraines suffisent à démontrer que le fait qui a occasionné le dommage ne pouvait être empêché. »

(17) Cassation, 13 décembre 1926, précité.

Pratiquement, c'est souvent le caractère soudain de l'accident, la rapidité des faits, qui empêchent de prévoir et, par conséquent, d'éviter tout accident.

Reportons-nous encore aux formules données par la Cour de Cassation ; le 21 janvier 1918 ⁽¹⁸⁾, l'arrêt déclare que la surveillance était assurée, au moment de l'accident, par les professeurs, mais que leur vigilance surprise par la promptitude de la manifestation, a été impuissante, que l'élan des élèves a été si soudain et si rapide que le surveillant général n'a eu que le temps de faire un geste pour essayer de les retenir.

Et le 9 juillet 1907 ⁽¹⁹⁾, la Cour Suprême a ainsi motivé sa décision : « Attendu que le jet du morceau de bois qui a produit l'accident s'est produit avec une soudaineté telle qu'il était impossible à la surveillance la plus active et la plus assidue de le prévoir et de l'empêcher. » ⁽²⁰⁾.

Telles sont les conditions d'existence de la responsabilité de l'Etat substituée à celle de l'instituteur public.

Toutes les fois qu'elles seront réunies, la victime de l'accident pourra appeler l'Etat en garantie.

Ajoutons, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, qu'il est bien évident, pour que l'Etat puisse être actionné aux lieu et place d'un membre de l'Enseignement public, qu'il faut qu'il s'agisse d'un dommage causé

(18) S., 1918, I, 55. Cass., 21 janv. 1918.

(19) S., 1908, I, 76. Cass., 9 juillet 1907.

(20) Dans le même sens : Paris, 16 février 1880. S., 1880, II, 169. Besançon, 30 juillet 1884. S., 1885, II, 44. Montpellier, 31 octobre 1908, S., 1908, II, 296. Grenoble, 2 décembre 1901. S., 1906, II, 125.

par un élève à un tiers et non d'un dommage causé à un élève par un membre de l'Enseignement public.

Mais l'Etat ne supportera pas toujours définitivement la charge de la réparation ; il y a des cas où il peut exercer une action récursoire contre l'instituteur.

Avant d'examiner cette question, nous devons dire quelques mots des innovations de la loi de 1899, au sujet de la compétence et de la procédure.

CHAPITRE III

Compétence et Procédure

SECTION I

Compétence

La question de compétence fut soulevée à la séance du Sénat du 31 mars 1899, par M. CHAUMIÉ, à l'occasion de l'article additionnel proposé par M. THÉVENET ⁽¹⁾. C'est cette question de compétence qui est réglée par l'article 2 de la loi du 20 juillet 1899.

M. CHAUMIÉ souleva incidemment la question, en exposant les raisons pour lesquelles il fallait, à son avis, repousser l'amendement THÉVENET : « Jusqu'à présent, l'action qui était dirigée en vertu de l'article 1384 contre l'instituteur, était de la compétence des Tribunaux Civils ; à l'heure actuelle, dirigée contre l'Etat, elle sera de la compétence des Conseils de Préfecture, avec possibilité de pourvoi devant le

(1) Séance du 21 mars 1899. *J. Off.* du 22, page 234.

Conseil d'Etat, c'est-à-dire que les parents de l'enfant, victime d'un accident, n'arriveront pas à une solution avant un assez grand nombre d'années. »

Et plus loin, comme M. Paul DEVÈS émettait des doutes sur la compétence de la juridiction administrative, M. CHAUMIÉ ajouta : « En ce qui concerne le point de savoir si c'est le Conseil de Préfecture qui est compétent, je prie le Sénat de croire qu'il n'y a pas l'ombre d'un doute ; la Jurisprudence est certaine, et dans ces circonstances, si vous ne modifiez pas la loi, on sera obligé, lorsqu'on assignera l'Etat, de le faire devant la juridiction administrative. »

L'affirmation de M. CHAUMIÉ était rigoureusement exacte. Longtemps, la question avait été l'objet de divergences de vues entre la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat ; la Cour de Cassation soutenait que les règles de la responsabilité édictées par les articles 1382 et suivants du C. C. étaient générales et que, par conséquent, l'Etat ne pouvait se soustraire à ces règles que si le Code Civil l'en dispensait en termes formels. Cette exception n'existant pas, il appartenait à l'autorité judiciaire d'appliquer ces règles à l'Etat.

Le Conseil d'Etat, au contraire, estimant que le Code Civil ne réglait que les rapports juridiques entre particuliers, ne reconnaissait pas aux tribunaux judiciaires le droit de connaître des rapports nés entre les particuliers et l'Etat en tant que dépositaire de la force publique.

Enfin, la question fut tranchée le 8 février 1873 par un arrêt du Tribunal des Conflits, qui décida que

l'Etat, en tant que puissance publique, n'était pas assujetti à la compétence judiciaire : « La responsabilité de l'Etat pour les dommages causés aux particuliers par le fait des personnes qu'il emploie dans le service public, n'est pas régie par les dispositions du Code Civil, qui règlent les rapports de particulier à particulier ; qu'elle n'est ni générale ni absolue ; qu'elle a ses règles spéciales qui varient suivant les besoins du service et la nécessité de concilier les droits de l'Etat avec les droits privés ; qu'en conséquence, aux termes des lois des 16 et 24 août 1790 et du 16 Fructidor, An III, l'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur les actions en responsabilité de cette nature. » (2) (Le Tribunal voulait parler d'un accident causé par des ouvriers d'une manufacture de tabacs).

La Cour de Cassation se rallia à cette doctrine et déclara : « Que l'autorité administrative est seule compétente pour connaître des actions tendant à faire condamner l'Etat, puissance publique, comme responsable, du fait ou de la négligence de ses agents dans l'exécution d'un service public. » (3).

C'est du reste la doctrine admise universellement en Jurisprudence (4).

Mais, comme l'a dit M. THÉZARD, c'est une règle de droit administratif, à laquelle un loi spéciale peut apporter des dérogations.

Le Sénat, avec raison, pensa que l'Etat, épuisant

(2) D., 1873, III, 20. S., 1873, II, 153.

(3) Cassation, 27 octobre 1897. D., 1898, I, 86.

(4) D., 1893, III, 14. S., 1893, III, 113. D., 1896, II, 421. Enfin, Cassation précité.

tous les degrés de juridiction, ne manquerait pas d'aller chaque fois devant le Conseil d'Etat ; aussi, le retrait de l'urgence dont bénéficiait le projet de loi fut-il voté. Et la Commission eut à mettre sur pied un texte tranchant la question de compétence.

Ce texte formant l'article 2 de la loi du 20 juillet 1899, est ainsi conçu : « L'action en responsabilité contre l'Etat, dans les cas prévus par la présente loi, sera portée devant le Tribunal Civil ou le Juge de Paix du lieu où le dommage a été causé, et dirigée contre le Préfet du département.

L'autorité judiciaire est donc compétente d'une manière générale et elle pourra statuer lorsque l'action sera intentée contre l'Etat et lorsque l'Etat exercera un recours en garantie contre l'instituteur.

D'autre part, c'est le Tribunal du lieu où s'est produit le fait dommageable qui est compétent et non le Tribunal du domicile du défendeur, qui serait celui du chef-lieu de département où siège le Préfet.

On voit bien, par ces explications, la volonté très nette du législateur d'écarter en cette matière la compétence administrative.

SECTION II

Procédure

Contre qui l'action doit-elle être intentée ?
Contre l'instituteur et contre l'Etat simultanément ?

Contre l'Etat seulement ? Contre l'Etat d'abord puis contre l'instituteur s'il y a lieu ?

En théorie, la réponse est simple. La modification apportée à l'article 1384 ne porte aucune atteinte aux articles 1382 et 1383 ; donc, s'il y a faute personnelle commise par l'instituteur, l'action est dirigée contre l'instituteur seul ; mais si l'accident a une cause inconnue ou non imputable à ce dernier, l'action ne peut être dirigée que contre l'Etat.

Mais, si cette solution est logique et juridique, est-elle d'une application bien aisée ? Nous ne le croyons pas ; en effet, quand un accident se produira dans une école, il sera souvent très difficile de savoir s'il est dû à une cause étrangère à l'instituteur ou à une faute personnelle de sa part. A qui alors la partie lésée s'adressera-t-elle pour réclamer une indemnité ? Devant cette question embarrassante, il vaut mieux répondre : à l'Etat et à l'instituteur simultanément.

C'est du reste la thèse qu'a soutenu M. SAMARY, dans son rapport. « L'instruction primaire publique étant un service de l'Etat, c'est l'Etat qui est le commettant, et l'instituteur public, nommé et payé par lui, n'est que le préposé. En conséquence, la responsabilité pénale étant réservée, dans le cas d'un accident quelconque, pouvant entraîner une réparation pécuniaire, l'action civile s'exercera contre l'Etat solidairement avec l'instituteur public, toutes les fois que l'enquête administrative aura démontré l'impossibilité pour ce dernier de prévenir ou d'empêcher l'accident qui le met en cause. L'avoué de l'Etat sera constitué d'office l'avoué de l'instituteur. Dans le cas où l'en-

quête administrative serait favorable à l'instituteur, l'Etat prendra à sa charge les frais et conséquences pécuniaires du procès, quelle qu'en soit l'issue. » (5). C'est, du reste, la solution la plus pratique.

La partie lésée aura ainsi son recours assuré, et ne se verra pas obligée de recommencer son instance.

D'autre part, l'instituteur étant partie principale dans l'instance, n'aura pas besoin d'être cité, afin de fournir des explications sur les conditions dans lesquelles l'accident s'est produit.

Quant à la procédure à suivre pour mettre l'Etat en cause devant les Tribunaux, la loi de 1899 est muette. Dans le silence de la loi, on doit appliquer le droit commun.

Cependant, on a prétendu parfois que le demandeur devait adresser au Préfet, avant toute assignation, un mémoire exposant l'objet de la demande.

Le Tribunal de Nancy (6), à la date du 27 novembre 1906, a rejeté une demande en indemnité contre l'Etat : « Attendu que, suivant l'article 15 du titre III de la loi des 28 octobre et 5 novembre 1790, toute demande contre l'Etat doit être précédée du dépôt d'un mémoire exposant l'objet de la demande et le motif de la réclamation; que cette obligation est imposée à toute action intentée contre l'Etat. »

Le Tribunal d'Angers (7), le 21 décembre 1910, et le

(5) Séance du 4 mars 1898. Annexe n° 3096 *J. Off.*, du 9 mai, p. 778.

(6) *Journal des Arrêts de la Cour d'appel de Nancy*, 1907, p. 27.

(7) *S.*, 1912, II, 245.

Tribunal de Saint-Etienne ⁽⁸⁾ admettent aussi une solution analogue.

Au contraire, le Tribunal de Bourges ⁽⁹⁾, le 19 mai 1908, estime que le défaut de dépôt d'un mémoire ne peut pas servir de fondement à une fin de non recevoir soulevée au nom de l'Etat.

Enfin, la Cour de Cassation, dans un arrêt de sa Chambre Civile du 3 juillet 1912 ⁽¹⁰⁾ estime, avec raison, à notre avis, que le dépôt préalable d'un mémoire n'est pas nécessaire : « Attendu, en droit, que la loi du 20 juillet 1899 n'a eu d'autre objet que de substituer purement et simplement la responsabilité civile de l'Etat à celle dont les membres de l'Enseignement public étaient tenus en vertu de l'article 1384 C. C. ; mais qu'elle n'a en rien modifié les conditions d'exercice de l'action accordée par cette dernière disposition légale... ; que, d'autre part, elle n'a édicté aucune disposition spéciale relative à la procédure et qu'à raison de ce silence, celle-ci demeure soumise aux règles du droit commun, sans qu'il soit permis d'assujettir les victimes des dommages à des formalités qui ne leur étaient pas imposées antérieurement ; que, pour cette raison, il n'y avait pas lieu d'appliquer à la cause l'article 15, titre III de la loi des 28 octobre et 5 novembre 1790, qui exige le dépôt préalable d'un mémoire en matière d'actions domaniales... »

(8) *L'Enseignement*, Bulletin, p. 627.

(9) S., 1912, II, 245.

(10) D., 1916, I, 233, avec note de M. Léonce Thomas.

L'irrecevabilité de la demande pour omission de la formalité du dépôt d'un mémoire est, dans l'espèce, sans fondement juridique; aussi croyons-nous pouvoir nous rallier à la décision de la Cour Suprême.

CHAPITRE IV

Recours de l'Etat contre l'instituteur

L'Etat, condamné comme civilement responsable, pourra-t-il exercer un recours contre l'instituteur ? Evidemment oui. Nous savons que la responsabilité du fait d'autrui est établie surtout dans l'intérêt des tiers, c'est-à-dire des victimes. Mais il serait injuste, dans certains cas de faire supporter définitivement aux personnes civilement responsables, le montant des condamnations encourues à raison d'actes qui ne leur sont pas personnellement imputables.

Il est, en effet, de principe, que toute personne, obligée comme civilement responsable, a un recours contre l'auteur du fait dommageable (1).

Dans une note remise à la Commission de la Chambre des Députés, dont M. SAMARY était le rapporteur,

(1) Aubry et Rau, t. IV, p. 767, § 447. Sourdat, *Traité Général de la responsabilité*, t. II, nos 769 et 770. Laurent, t. XX, n° 622. Larombière, art. 1384, n° 43.

M. le Garde des Sceaux DARLAN a, du reste, formellement réservé ce recours (2).

Mais les cas où il pourra être exercé seront rares dans la pratique, car la loi a exclu les cas de fautes personnelles et caractérisées de l'agent civilement responsable.

Il n'y aura donc lieu, le plus souvent, qu'à l'exercice de l'action disciplinaire, et c'est surtout cette action qu'ont envisagée les auteurs de la loi.

Écoutons M. SAMARY : « Dans la proposition de votre Commission, les membres de l'Enseignement public restent toujours, en cas de négligence, d'imprudence ou de faute personnelle, soumis à l'action des articles 1382 et 1383. Ils ne se trouveront déchargés que de la responsabilité exclusivement civile, et même dans ce cas, ils auront toujours à répondre de leurs actes devant l'autorité universitaire. » (3).

M. THÉZARD dit aussi dans son rapport au Sénat : « L'action disciplinaire de l'Etat sera une sûre garantie non seulement contre les fautes précises et caractérisées mais contre les relachements de surveillance qui auraient pour résultat de favoriser la production des accidents, et un compte sévère sera toujours demandé aux maîtres des circonstances où ces accidents se seront produits. » (4).

En cas de faute personnelle, si l'action est exercée en même temps contre l'Etat pris en qualité de com-

(2) Rapport Samary. *J. Off.*, Doc. parl., 1898, p. 778.

(3) Séance du 4 mars 1898. Annexe n° 3096. *J. Off.*, du 9 mai, p. 780.

(4) Séance du 31 janvier 1899, Annexe n° 23, *J. Off.*, du 7 avril, p. 61.

mettant et contre l'instituteur, le recours aura lieu, mais l'Etat l'exercera non en vertu de la loi nouvelle, mais selon le principe écrit dans l'art. 1384, alinéa 3 du C. C.

Il faut d'abord, cela est évident, que l'Etat soit lui-même responsable par application de la loi de 1899 pour qu'il puisse exercer son recours contre l'Instituteur. Et, d'autre part, en suivant l'esprit de la loi, nous devons dire qu'il doit y avoir faute personnelle de l'instituteur pour que ce recours soit fondé.

Combinons ces deux conditions et nous ferons deux hypothèses : Ou bien l'Etat est responsable, alors qu'une faute personnelle de l'instituteur est démontrée, ou bien il l'est sans que cette démonstration puisse être faite. Examinons ces deux cas successivement :

1° L'ETAT EST RESPONSABLE ALORS QU'IL EXISTE UNE FAUTE PERSONNELLE DE L'INSTITUTEUR.

Il semble tout d'abord que cette responsabilité est en contradiction avec les raisons qui ont fait agir le législateur de 1899. On a voulu, dans la loi du 10 juillet 1899, préserver l'instituteur d'une trop lourde responsabilité ; il n'est jamais venu à l'idée du législateur que l'Etat serait responsable d'une faute personnelle de son agent.

Donc, mathématiquement, dès que l'instituteur a commis une faute personnelle mettant en jeu contre lui les articles 1382 et 1383, la responsabilité de l'Etat devrait être écartée. La Jurisprudence n'a pas estimé cette thèse acceptable et il est de jurisprudence cons-

tante que la faute personnelle de l'instituteur n'écarte pas la responsabilité de l'Etat.

Nombreuses sont les décisions de justice qui constatent la faute de l'instituteur et condamnent l'Etat.

La Cour de Paris, le 6 avril 1916 (5), sur appel d'un jugement du Tribunal Civil de la Seine, estime que s'il est établi qu'au moment où un écolier a été frappé et violenté par un de ses camarades, au cours d'une récréation, le directeur de l'école n'était assisté que d'un seul instituteur adjoint pour surveiller 250 élèves environ, la présomption de faute n'étant pas combattue par la preuve contraire, et l'insuffisance de la surveillance étant établie, c'est à bon droit que l'Etat est rendu responsable du préjudice causé.

Le Tribunal de Joigny, le 4 décembre 1919 (6), estime, à son tour, que commet une faute engageant la responsabilité de l'Etat, dans les termes de l'article 1384 du C. C. complété par la loi du 20 juillet 1899, l'institutrice publique qui autorise les élèves qu'elle a sous sa surveillance à apporter, dans la cour de l'école, des débris de vaisselle, avec lesquels ils organisent des jeux n'offrant d'ailleurs, en eux-mêmes, aucun danger.

« Attendu, dit le Tribunal, que si l'acte de Marcel Maillet a été précipité au point d'échapper à la surveillance de la dame Bigaré, il résulte par contre de l'enquête, que celle-ci a fait preuve d'imprévoyance et, par là même, a commis une faute en laissant ses élèves jouer avec des tessons de vaisselle. »

(5) *Gaz. des Trib.*, 1916, II, 83.

(6) *Gaz. des Trib.*, 1921, II, 602.

Et la faute étant, comme on le voit, bien établie, l'Etat est condamné comme civilement responsable.

Sur appel, la Cour de Paris, le 16 juillet 1921 (7), considérant que c'est à juste raison que les premiers juges ont déclaré que l'instituteur avait commis une faute, confirma le jugement, et condamna l'Etat.

Un seul arrêt de la Cour de Cassation fait exception à cette tendance de la Jurisprudence. C'est celui du 11 août 1905 (8). Une institutrice chargée d'une école maternelle, s'étant absentée longtemps et sans assurer pendant son absence la surveillance des enfants, est déclarée responsable correctionnellement de la mort accidentelle d'un de ses jeunes élèves.

La décision du Tribunal Correctionnel de la Seine, du 12 novembre 1904, a été confirmée par la Cour de Paris le 13 avril 1905, et sur pourvoi, la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation a décidé que la loi du 20 juillet 1899 a modifié uniquement l'article 1384 du C. C., en substituant la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs publics, présumés légalement responsables du fait de leurs élèves ; mais que cette loi ne saurait recevoir aucune application au cas où les instituteurs commettent une faute personnelle, un défaut de surveillance caractérisé, constituant le délit prévu et réprimé par l'article 319 du Code Pénal.

Comment concilier ces principes différents émanant de sources également respectables ? Cette conciliation se réalisera, croyons-nous, par la distinc-

(7) *Gaz. des Trib.*, 1921, II, 602, précité.

(8) *S.*, 1905, I, 429.

tion de la faute lourde et de la simple faute de l'instituteur ; quand celui-ci se rendra responsable d'une faute personnelle que l'on pourra qualifier de lourde, il devra être seul poursuivi ; si, au contraire, il est relevé contre l'instituteur une simple faute, négligence, inattention, la responsabilité de l'Etat jouera, et celui-ci aura contre son agent un recours en garantie, recours qui, dans la pratique, sera presque toujours une action disciplinaire.

Citons deux décisions qui ont condamné l'Etat et ont admis l'appel en garantie de celui-ci contre l'instituteur, à savoir le jugement du Tribunal Civil de Bagnères-de-Bigorre ⁽⁹⁾ confirmé par la Cour de Pau le 14 février 1905, et le jugement du Tribunal Civil de la Seine du 24 juin 1902 ; il est évident que si le recours a été admis dans ces deux cas, c'est parce que la faute de l'instituteur avait été reconnue par le Tribunal.

Et, avant de passer à la deuxième hypothèse dont nous avons annoncé l'examen, nous tenons à citer certains cas dans lesquels il est arrivé à l'Etat de ne pas appeler en garantie l'instituteur, malgré la faute de celui-ci.

A l'école de Champagnole, un élève ayant, par son imprudence, causé un dommage à un de ces condisciples, l'Etat fut déclaré responsable, l'instituteur n'ayant pas prouvé l'impossibilité d'empêcher l'accident. Le Tribunal établit même une faute à la charge de l'instituteur qui, comme directeur de l'école, avait

(9) Rapport Cruppi. *J. Off.*, 1906. Ch. Dép. Annexe 2692. *Manuel Général de l'Instruction Primaire*, 5 octobre 1911.

donné congé à un maître chargé par lui de la surveillance de l'étude. Malgré cela, ni l'Etat ni le demandeur n'ayant mis en cause l'instituteur, celui-ci ne fut pas condamné ⁽¹⁰⁾.

Le 26 juin 1912, la Cour d'Appel de Dijon ⁽¹¹⁾ déclara l'Etat responsable, en reconnaissant une faute à la charge de l'instituteur qui aurait pu empêcher l'accident.

Enfin, la Cour d'Appel de Toulouse ⁽¹²⁾, sur appel d'un jugement du Tribunal de Castelsarrazin, déclara l'Etat responsable d'un accident produit par une balle, et considère comme un fait grave que l'instituteur n'ait porté l'accident à la connaissance de ses chefs que sept mois après.

Dans ces trois affaires, les juges ont signalé une faute commise par l'instituteur, celui-ci n'a pas été inquiété; il est bon de signaler ces espèces dans lesquelles le Préfet en n'exerçant pas le recours auquel il avait droit, a fait preuve d'une louable indulgence.

Passons maintenant à notre deuxième hypothèse.

2° L'ETAT EST RESPONSABLE, MAIS LA PREUVE D'UNE FAUTE A LA CHARGE DE L'INSTITUTEUR NE PEUT ÊTRE RAPPORTÉE.

Dans cette hypothèse qui paraît être l'hypothèse type où semble être atteint le but voulu par le législateur, l'Etat est responsable, mais le recours est impossible.

(10) S., 1910, II, 238.

(11) *Bulletin Trimestriel de l'Enseignement*, p. 626.

(12) *Journal des Instituteurs*, n° 9, année 1913.

Donc, d'une part, la preuve d'impossibilité d'empêcher le fait dommageable ne peut pas être rapportée; d'autre part, aucune faute n'est imputable à l'instituteur. Mais dans la pratique, cela suppose que l'accident a eu lieu dans des circonstances pas très nettement établies, ce qui est rare ; aussi arrivera-t-on à cette conclusion paradoxale, que la loi de 1899 ne jouera comme l'a voulu le législateur que dans des hypothèses très rares.

Hâtons-nous de dire que la Jurisprudence ne l'a pas admis.

Après la confection de la loi de 1899, les juges furent, il est vrai, assez sévères, évitant l'application de la loi nouvelle, ils trouvèrent souvent, dans l'application de l'article 1383 un moyen de condamner l'instituteur ⁽¹³⁾. Mais vers 1908, la Jurisprudence réagit nettement; elle se rendit compte de la nécessité de protéger les instituteurs et ce souci de protection dicta la plupart de ses décisions.

Analysons rapidement cette jurisprudence. A l'école de Villeneuve-en-Gironde, au moment d'entrer en classe, l'instituteur obligé de s'absenter, chargea son fils de surveiller les élèves, ceux-ci se battirent, et il en résultat la perte d'un œil pour l'un d'eux.

L'Etat fut assigné par M. DEBAUDE, père de la victime, et le Préfet de la Gironde, appela M. SOULEAU, instituteur, en garantie; le Tribunal de Blaye débouta le Préfet de sa demande : « Attendu que, en l'espèce,

(13) Tribunal de Bagnères-de-Bigorre et Cour de Pau, le 14 février 1905. Rapport Cruppi. *J. Off.*, 1906. Ch. Dép. Annexe 2692. *Manuel Général de l'Instruction Primaire*, 5 octobre 1911. Tribunal de la Seine, 24 juin 1902. *L'Enseignement*, p. 170.

l'accident est né de circonstances qui laissaient à l'Etat toute sa responsabilité sans recours possible en garantie... Qu'en ce qui touche SOULEAU on ne peut lui reprocher soit une faute, soit même une simple négligence engageant sa responsabilité... qu'il a cédé à une force majeure qui exclut toute faute de sa part... Attendu qu'ainsi aucune faute ne pouvait être attribuée à SOULEAU et la preuve qu'il aurait pu empêcher le fait incriminé n'étant pas rapportée, la présomption légale de faute reste entière contre l'Etat, et entraîne la responsabilité civile de celui-ci. »

La Cour de Bordeaux confirma ce jugement et la Cour de Cassation rejeta le pourvoi de l'Etat (14).

La Cour de Cassation eut encore à statuer sur un pourvoi d'une décision de la Cour de Grenoble et, le 10 juin 1912 (15) elle débouta le Préfet. « Attendu qu'il ressort de la décision attaquée que le jeune BONNARDEL, élève à l'école publique de Montvendre, dirigée par l'instituteur DUFFARD, a été blessé pendant une récréation par un de ses camarades, qui lui a envoyé dans l'œil un petit bâton, lancé par une sorte d'arc..., que l'instituteur ayant vu plusieurs élèves se livrer à ce jeu fabriqué par eux, leur interdit immédiatement de le continuer et leur fit jeter ces prétendues arbalètes; que ce n'est qu'en trompant la vigilance du maître que 5 ou 6 élèves ont pu continuer cet amusement pendant quelques instants...

« Attendu que les juges du fond ont pu, dans ces circonstances, décider que la responsabilité de l'Etat

(14) Cass., 19 mai 1909. S., 1911, I, 449.

(15) S., 1911, II, 237, et *Gaz. du Pal.*, juillet 1912, p. 88.

se trouvait seule engagée dans les termes de l'article 1384 du C. C. modifié par la loi du 20 juillet 1899, faute par lui de fournir la preuve que l'accident était le résultat soit d'un cas fortuit, soit d'une faute caractérisée de l'instituteur et susceptible de fonder le recours en garantie que l'Etat prétendait exercer contre lui; qu'aucune contradiction n'existe dans l'arrêt entre ces appréciations relatives à l'application de responsabilité dont le fondement est différent. »

Enfin, la Cour de Bordeaux, le 1^{er} juin 1908 ⁽¹⁶⁾ et la Cour d'Amiens ⁽¹⁷⁾, le 25 novembre 1910, admirent un principe analogue.

Ces arrêts ont donc rompu avec l'ancienne jurisprudence; ils ont reconnu que l'instituteur n'était pas en faute; or, reconnaître l'absence de faute, c'est reconnaître l'impossibilité d'empêcher l'accident et admettre l'irresponsabilité. Nous sommes ici bien près d'une fausse application de la loi.

La Cour de Cassation affirme qu'il n'y a pas contradiction entre les deux propositions suivantes :

1° La preuve n'est pas rapportée que l'accident n'eut pu être empêché, donc l'Etat est responsable ;

2° Mais il est établi que l'instituteur n'a pas commis de faute, donc l'Etat n'a pas de recours.

Si l'on examine ces différentes décisions, on voit que le juge apprécie distinctement la responsabilité de l'Etat et celle de l'instituteur, il est amené à se

(16) D., 1908, II, 249.

(17) *Le Droit*, 2 décembre 1910.

demander; l'Etat d'une part, le maître d'autre part, ont-ils fait tout ce qu'ils pouvaient et devaient faire?

La Jurisprudence estime qu'il peut, sans inconvénient, répondre affirmativement à l'une des questions et négativement à l'autre ; condamner l'Etat, absoudre le maître ou les absoudre tous les deux.

Mais, comme le dit M. CHARMONT, n'est-ce pas s'exposer à perdre de vue le principe « que la responsabilité de l'Etat est simplement substituée à celle de l'instituteur public, et que l'une doit se mesurer sur l'autre ? » (18).

Nous en avons ainsi terminé avec cette étude de la loi du 20 juillet 1899, et il nous reste, dans un dernier titre, à comparer notre législation à celle des pays voisins, après quoi, nous pourrons faire une légère critique de notre système légal, concernant la substitution de l'Etat à celle des instituteurs publics.

(18) Charmont. Les transformations du Droit civil. Voir aussi Charmont, note Sirey, 1911, I, 450.

TITRE III

DROIT COMPARÉ

Le Droit étranger est très varié en la matière, mais nous devons tout de même remarquer qu'en général, notre article 1384 ne trouve pas de correspondant dans les législations que nous allons étudier.

La situation faite aux membres de l'Enseignement public, est bien meilleure en dehors du territoire français et, si la Hollande, dans son article 1403 ; l'Italie, dans l'article 1153 du C. C. et l'Espagne dans les deux derniers paragraphes de l'article 1903, reproduisent le système français, l'Allemagne, le Portugal et la Suisse sont, au contraire, très indulgents pour les questions de responsabilité de tous ceux qui surveillent « une personne ayant besoin de surveillance » (1), système dans lequel rentrent les instituteurs publics.

DROIT ANGLAIS. — La responsabilité du paragraphe 3 de notre article 1384 n'existe pas en Angleterre. Il est vrai que l'instituteur public n'est pas nommé comme en France par l'Etat, ce n'est qu'un préposé, donc il n'est jamais responsable.

« Dans les écoles publiques, l'instituteur n'agit pas pour son compte; il n'est que l'agent de l'autorité qui l'emploie ; il appartient à cette autorité, *School-*

(1) C. C. Allemand, art. 832.

Board ou Conseil d'administration, de n'accorder sa confiance qu'à des personnes qui en soient dignes ; mais elle doit ensuite accepter la responsabilité de leurs actes. » (2).

Donc, dans les écoles privées, l'instituteur ayant tous les bénéfices de l'entreprise, en conserve tous les risques et ce n'est que justice.

Dans les écoles publiques, l'instituteur n'est que l'agent d'un *School-Board* ; s'il y a accident causé par un élève, deux cas se présentent : si c'est la faute de l'enfant qui a causé l'accident celui-ci est responsable ; si, au contraire, il y a négligence du maître, ou installation défectueuse des locaux scolaires, seul le *School-Board* sera poursuivi.

En pratique, le *School-Board* n'est presque jamais mis en cause, il accorde des secours à la famille de la victime.

En voici un exemple : A Liverpool, un élève a les mains écrasées par les battants d'une porte, le père adresse au directeur de l'école la note du médecin, afin de la faire régler par le maître, dont le défaut de surveillance a causé l'accident ; le directeur refuse, car l'accident est dû à l'étourderie de l'élève, non à la négligence du maître (3).

DROIT PORTUGAIS. — Le Code Civil Portugais ne reconnaît la responsabilité des maîtres que d'une façon très subsidiaire. C'est seulement à défaut de la responsabilité du mineur et de celle des parents que

(2) *Ecole Nouvelle*, 9 octobre 1897, p. 20.

(3) *Ecole Nouvelle*, *op. cit.*

la loi admet la responsabilité de « ceux à la garde et à la direction desquels il aura été confié, à moins qu'ils ne prouvent qu'il n'y a eu de leur part ni faute, ni négligence. »

Ce texte est particulier quant à la responsabilité qui n'existe que pour le mineur, mais il est général lorsqu'il vise tous ceux qui ont la garde et la direction de l'enfant.

Et cela n'est pas étonnant, puisque l'article 2379 du C. C. Portugais ne reconnaît la responsabilité des père et mère qu'au cas où l'auteur du dommage n'est pas, à raison de son âge, soumis à la responsabilité pénale.

DROIT AUTRICHIEN. — Le Code Autrichien de 1811, a consacré le premier à propos des fous, des imbéciles et des enfants, la responsabilité générale de celui qui occupe un poste quelconque de surveillance.

L'article 1309 est ainsi conçu : « Les gardiens répondent du dommage occasionné, s'il y a négligence de leur part dans la surveillance. »

Ce texte vise donc tous les gardiens, tous ceux qui ont des enfants à surveiller.

L'article 1308 nous parle des enfants, que faut-il entendre par là ? Ce texte veut nous faire entendre par enfants les mineurs de 7 ans ; cet article 1308 a, du reste, été révisé en 1916, et le mot enfant a été remplacé par mineur.

L'article 1309 s'applique à tous les dommages, que l'enfant ou le fou se blesse lui-même ou en blesse un autre. Un seul point reste douteux, la négligence

dans la surveillance, dont parle l'article 1309 se présume-t-elle ou doit-elle être prouvée? En examinant bien le texte, et quoi qu'il ne prête pas à beaucoup d'explications, il nous semble que nous devons suivre le droit commun et nous rallier à la deuxième solution (4).

DROIT ITALIEN ET ESPAGNOL. — Le Code Civil Italien reproduit textuellement notre article 1384 dans l'article 1153, aussi ne ferons-nous que le mentionner.

Le Code Espagnol se rapproche beaucoup de notre législation.

Les articles 1902 et 1903 sont ainsi conçus : « Qui-conque, par l'action ou par omission, cause à autrui un dommage est tenu, s'il a commis une faute ou une imprudence, de réparer ce dommage. Les maîtres ou chefs d'ateliers sont responsables du dommage causé par leurs élèves ou apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

« Dans ces divers cas, la responsabilité cesse, si les personnes qui l'encourent prouvent qu'elles ont mis, à prévenir le dommage, toute la diligence d'un bon père de famille et elles ont un recours contre les auteurs mêmes de l'acte dommageable. » (5).

Comment l'instituteur peut-il s'exonérer de sa responsabilité ? Il n'a qu'à prouver qu'il a agi en bon père de famille ; la preuve est donc beaucoup plus facile à faire qu'en France, où le Code parle d'impos-

(4) Stubenrauch. Commentar, II, p. 664.

(5) Ernest Lehr. *Eléments de Droit civil Espagnol*, t. II, p. 340 et 341. Voir Mausera y Navarro, XII, pp. 606-618.

sibilité d'empêcher l'accident. De plus, la responsabilité du maître n'est que subsidiaire (6).

L'instituteur ne sera inquiété que lorsque l'enfant aura agi sans discernement ; si l'enfant est jugé capable de discerner, mais s'il ne peut pas payer de dommages-intérêts, le maître sera poursuivi.

Le maître est toujours responsable des enfants qui n'ont pas atteint 9 ans ; il n'est responsable des enfants de 9 à 15 ans, que s'ils ont agi sans discernement.

DROIT ALLEMAND. — Le système qui triomphe dans le Droit Allemand, c'est le système de la large responsabilité pour le fait d'autrui ; en vertu de ce système, lorsque la personne surveillée cause un dommage, le surveillant est présumé avoir mal tenu son poste social de surveillance.

D'après l'article 832 du C. C. « Celui qui, en vertu de la loi, est obligé d'exercer la surveillance sur une personne qui à raison de sa minorité ou de son état intellectuel ou physique, a besoin d'être surveillée, est obligé à réparation du dommage que cette personne, par un fait contraire au droit, cause à un tiers. Ce devoir de réparation n'existe plus si celui qui en était chargé a satisfait à son devoir de surveillance ou si le dommage, même à supposer cette surveillance exercée comme elle aurait dû l'être, aurait dû encore se produire. La même responsabilité in-

(6) Ernest Lehr, t. 1^{er}, pp. 417 et 418.

combe à celui qui se charge, par contrat, d'exercer la surveillance. » (7).

Ce texte suppose que la personne a un état exigeant une surveillance ; il est donc très général et vise toute personne qui surveille en instruisant ou sans instruire.

Il y a cependant une réserve. L'article 832 ne s'applique qu'à ceux qui exercent une surveillance en vertu de la loi ou d'un contrat. Ainsi, celui qui recueille un enfant abandonné et s'oblige par ce fait à le surveiller, n'est pas soumis à l'article 832. C'est au demandeur à prouver le lien contractuel qui existe entre le surveillé et le surveillant.

Quant aux instituteurs publics proprement dits, ce sont des fonctionnaires de l'Etat, et si l'accident est arrivé par leur fait ou par leur négligence, ils peuvent être condamnés à l'emprisonnement ou à des dommages-intérêts pouvant aller jusqu'à 6.000 marks (8). Si aucune faute grave n'est prouvée contre eux, la ville ou l'Etat est responsable.

En Allemagne, l'Etat est le commettant de tous les membres de l'Enseignement public ; dans ce sens, il existe une disposition générale qui met à la charge de l'Etat toutes les condamnations prononcées contre les fonctionnaires gérant un service public.

DROIT TUNISIEN ET MAROCAIN. — L'article 93 (Tunisie) et l'article 85 (Maroc), après avoir établi la responsabilité des parents, ajoutent : « La même règle

(7) V. traduction officielle, II, pp. 401-403.

(8) Art. 231 du Code Pénal allemand.

s'applique à ceux qui se chargent, par contrat, de l'entretien et de la surveillance de ces personnes. » Ces textes visent évidemment les instituteurs privés. Mais comme les instituteurs publics ne passent pas de contrat avec leurs élèves, il nous semble peu probable qu'on puisse le leur appliquer.

CONCLUSION

Le régime du Code Civil étant défectueux, c'est avec juste raison que les Chambres ont modifié, par la loi du 20 juillet 1899, la situation précaire des membres de l'Enseignement public.

Comme auparavant, instituteurs publics et privés restent soumis aux articles 1382 et 1383, mais en ce qui concerne la responsabilité du fait des élèves et des préposés, chaque fois que l'article 1384 doit jouer, l'Etat est obligé de substituer sa propre responsabilité à celle de ses agents. Mais aucune réforme n'est parfaite et nous pouvons faire quelques critiques sur cette loi de 1899, qui a déçu beaucoup de membres de l'Enseignement public.

Quels sont les intérêts en présence ? D'un côté, les tiers victimes d'accidents, de l'autre les Instituteurs publics.

La législation actuelle donne-t-elle satisfaction à tout le monde ? Il est évident que du côté des particuliers, on ne peut souhaiter des garanties plus complètes.

Mais en ce qui concerne les membres de l'Enseignement public, c'est un fait que la loi de 1899 les a déçus. Lors de la promulgation de la loi, tout le monde croyait que l'instituteur ne pouvait plus être pour-

suivi, la présomption de faute n'existant plus. M. THÉZARD, au Sénat, n'avait-il pas dit que les tiers dorénavant assurés de la garantie de l'Etat, n'auraient pas l'idée d'assigner l'instituteur ?

Or, à peine les tribunaux eurent-ils à appliquer la nouvelle loi, que des condamnations furent à nouveau prononcées ; le sens et l'esprit de la loi furent faussés ; le nombre des actions en responsabilité augmenta, car les victimes pouvaient obtenir une condamnation contre l'Etat. « Et naturellement, dit M. DE MONZIE, les Préfets, représentant l'Etat dans ces instances, ont été amenés, en diverses espèces, à former un recours contre les instituteurs quand une faute, une négligence grave, pouvait leur être imputable. » (1).

Souvent, ces recours injustifiés gênaient les instituteurs, en leurs faisant craindre une condamnation injuste. D'autre part, M. Georges LEYGUES, ayant fait une distinction formelle entre les « heures de présence légale » et les « heures de surveillance officieuse », l'étendue de la responsabilité de l'Etat en est notablement restreinte ; pendant les heures de surveillance officieuse, l'instituteur retombe sous le coup de l'article 1384 tel qu'il était primitivement.

De plus, ces heures ne sont pas nettement délimitées et les réclamations faites à ces sujets n'ont jamais été entendues ; aussi le mot de M. MALZAC, en 1896, est-il toujours à l'ordre du jour : « L'instituteur ne sait ni quand commence ni quand finit sa responsabilité. »

(1) *Revue Politique et Parlementaire* de 1905, article de M. de Monzie, sur la Responsabilité civile des Instituteurs, t. XLIV, p. 258.

Et l'on peut assister à ce spectacle paradoxal : l'Etat encourage constamment les instituteurs à se consacrer aux œuvres extra-scolaires, à créer des internats, à s'occuper de promenades scolaires; allant même plus loin, il leur prescrit en termes formels ⁽¹⁾ d'exercer la surveillance pendant l'inter-classe, à défaut de quoi, des sanctions disciplinaires seront prises contre eux ; et lorsqu'un accident se produit pendant ces heures dites de « surveillance officieuse », l'Etat décline toute responsabilité en disant que l'instituteur, n'étant pas dans les heures de surveillance légale, est personnellement responsable, sans que puisse jouer la loi de 1899.

On doit avouer que ce régime est inadmissible ; aussi ne pouvons-nous qu'encourager les instituteurs publics qui s'élèvent aujourd'hui contre cette législation et demandent une protection législation plus efficace.

Vu :

LE DOYEN,

Montpellier, le 7 Avril 1927.

M. MOYE.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

Montpellier, le 7 Avril 1927.

VIALLETON.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 7 Avril 1927.

LE RECTEUR.

Pour le Recteur :

Le Vice-Président du conseil de l'Université,

MASSOL.

(2) Arrêté ministériel du 18 janvier 1887 et Circulaire du 1^{er} février 1887.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil français*, 4^e édit., t. IV.
- BALLEYDIER et CAPITANT. — Exquise d'une théorie générale de la responsabilité civile. *Annales de l'Université de Grenoble*, t. XVIII.
- BAUDRY, LACANTINERIE et BARDE. — Traité théorique et pratique des Droit civil. Des obligations, 2^e édit., t. III (2^e partie).
- BOUQUET. — *Thèse* sur « La responsabilité civile des Fonctionnaires de l'Enseignement public », Dijon, 1913.
- DELAIRE. — *Thèse* sur « La responsabilité des Membres de l'Enseignement public », Paris, 1903.
- DEMOGUE. — Traité des obligations en général. — I. Sources des obligations, t. V.
- ECHALLIER. — *Thèse* sur « La responsabilité civile des Membres de l'Enseignement public et des modifications qui y ont été apportées par la loi du 20 juillet 1899, Grenoble, 1900.
- IHÉRING. — De la faute en droit privé. Traduction Meulenaere. Paris, 1888.
- LAROMBIÈRE. — Théorie et pratique des obligations, t. V.
- LAURENT. — Principes du Droit civil français, 3^e édit., t. XX.
- LOCRE. — Législation civile et commerciale de la France, t. XIII
- LOTTE. — *Thèse* sur « La responsabilité civile des Instituteurs publics ». Poitiers, 1912.
- DE MONZIE. — Article sur la Responsabilité civile des Instituteurs, publié dans la *Revue Politique et Parlementaire*, t. XLIV, 1905, p. 258.

- PLAGNIOL. — Etude sur la responsabilité civile. *Revue Critique de Législation et de Jurisprudence*, 1905, 1906, 1909.
- SOURDAT. — Traité général de la responsabilité, 2 vol. Paris, 1911.
- TEISSEIRE. — Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité. *Thèse, Aix*, 1901.
- Léonce THOMAS. — Série d'articles sur « l'Etude de la loi des 20-25 juillet 1899 sur la responsabilité civile des Membres de l'Enseignement public », publiés dans la *Revue Générale du Droit, de la Législation et de la Jurisprudence en France et à l'Etranger*, t. XXV, 1901, pp. 207, 442 et 527 ; t. XXVI, 1902, pp. 138 et 335.
-

TABLE DES MATIERES

Introduction	7
<i>Titre I.</i> — RÉGIME ANTÉRIEUR A LA LOI DU 20 JUILLET 1899.....	13
Chapitre Premier. — L'art 1384. Fondement de la responsabilité indirecte.....	15
Section I. — Responsabilité du fait des élèves	18
Section II. — Responsabilité du fait des préposés	24
Chapitre II. — A qui s'applique l'art. 1384.....	29
Chapitre III. — Les conséquences de la responsabilité des instituteurs et la Jurisprudence avant la loi du 20 Juillet 1899.....	37
I. — Responsabilité de l'instituteur quand il y a faute.....	38
II. — Non responsabilité de l'instituteur quand il est vigilant.....	39
III. — Abus de la jurisprudence	42
Chapitre IV. — Nécessité d'une réforme.....	47
<i>Titre II.</i> — RÉGIME DE LA LOI DU 20 JUILLET 1899..	53
Chapitre Premier. — Sens et portée de la nouvelle législation.....	55

Chapitre II.— Conditions d'existence de la responsabilité de l'Etat.....	59
Section I.— L'instituteur doit être fonctionnaire et assurer un service public	60
Section II.— L'instituteur public doit être dans l'exercice de ses fonctions.	65
Section III.— La responsabilité de l'instituteur public doit être engagée aux termes de l'art. 1384.....	70
Chapitre III.— Compétence et Procédure	77
Section I.— Compétence.....	77
Section II.— Procédure	80
Chapitre IV.— Recours de l'Etat contre l'instituteur	85
I. — L'Etat est responsable alors qu'il existe une faute personnelle de l'instituteur	87
II. — L'Etat est responsable, mais la preuve d'une faute à la charge de l'instituteur ne peut être rapportée ...	91
<i>Titre III.— DROIT COMPARÉ</i>	97
Conclusions.....	107
Bibliographie.....	111
